



Trimestriel - No 24
Juin - Juni - Giugno
2009

Tirage/Auflage/Tiratura:
140'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

JAB
1225 Chêne-Bourg
Postcode 1

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

Une nouvelle étude scientifique démontre l'inutilité
des expériences pratiquées sur des singes à Fribourg

Neue Studie zeigt Unnötigkeit der Freiburger
Affenversuche

Inconvénients actuels de l'expérimentation animale d'un point de vue médical

En 2005, l'association «Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin» (Médecins pour la protection des animaux en médecine) avait publiquement contesté des expériences que l'université de Fribourg menait sur des primates.

Une étude australienne publiée cette année confirme que l'on aurait pu atteindre tout aussi bien, voire mieux, les buts et objectifs de ces expériences en procédant avec les techniques de l'imagerie, à des essais sur l'homme plutôt que sur le singe.

Suite p.3

Aktuelle Missstände im Tierversuchswesen aus ärztlicher Sicht

Im Jahr 2005 haben die Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin auf die Primatenversuche an der Universität Fribourg aufmerksam gemacht. Eine dieses Jahr publizierte Studie bestätigt nun, dass man das Forschungsziel statt mit Tierversuchen an Affen gerade so gut oder eher besser mit bildgebenden Verfahren am Menschen hätte erreichen können.

Fortsetzung S.13

Un nuovo studio scientifico dimostra l'inutilità degli esperimenti praticati su scimmie a Friborgo

Inconvenienti attuali della sperimentazione animale da un punto di vista medico

Nel 2005, l'associazione «Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin» (Medici per la protezione degli animali in medicina) aveva pubblicamente contestato gli esperimenti svolti su primati dall'Università di Friborgo. Uno studio austriaco pubblicato quest'anno conferma che sarebbe stato possibile conseguire altrettanto bene, se non addirittura meglio, gli scopi ed obiettivi di questi esperimenti procedendo, tramite tecniche di imaging, a prove sull'uomo piuttosto che sulla scimmia.

segue a p.23

Edito

Chers Membres, Chers amies et Chers amis de la Ligue,

Comme indiqué ci-contre, la deuxième édition de ZUGETIVE aura lieu le 19 septembre prochain à Fribourg. Le choix de cette ville n'est pas un hasard. Son Université soutient et finance depuis de nombreuses années des expériences effectuées sur des singes. Une partie d'entre eux sont même directement élevés dans l'animalerie de cette Université jusqu'à l'âge de trois ans avant d'être expérimentés et tués.

Excepté les primates utilisés par les industries pharmaceutiques bâloises, Fribourg et Zurich sont les deux seuls cantons qui pratiquent des expériences sur ces animaux. Et ceci principalement pour la recherche fondamentale, à savoir des expériences dont les résultats n'ont pas pour objectif de permettre la mise au point de nouveaux médicaments. Il s'agit donc d'émettre une hypothèse scientifique et d'en publier le résultat. Chaque année, des milliers de publications issues des milieux universitaires viennent ainsi grossir le tas des publications précédentes, avec l'hypothèse que leurs données puissent permettre, un jour, « une nouvelle approche thérapeutique ».

Il y a trois ans, deux séries d'expériences effectuées sur des singes à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich et financées à hauteur de Fr. 4,5 millions par l'argent public du FNS, avaient suscité beaucoup de critiques, après avoir été dénoncées dans les médias. Dans la première expérience, des singes auxquels on avait provoqué des troubles de l'équilibre étaient sanglés sur un siège de contention qui effectuait de rapides mouvements rotatifs dans une chambre noire. On peut imaginer la terreur des animaux soumis à une telle procédure. Dans la deuxième expérience, afin d'étudier l'état dépressif chez les enfants orphelins, des bébés singes hurlant de terreur étaient arrachés des bras de leur mère et isolés dans une autre pièce afin d'observer leurs réactions. La première interrogation qui nous vient à l'esprit est de nous demander comment des individus dotés d'un minimum de conscience peuvent se livrer à des expériences aussi effroyables ?

Les expériences actuellement effectuées à Fribourg sur les lésions de la moelle épinière ne sont pas comparables aux deux exemples décrits ci-dessus. Elles s'inscrivent néanmoins dans le même raisonnement sensé les justifier : trouver des informations pour éventuellement mieux comprendre certains phénomènes « pouvant déboucher sur une nouvelle approche thérapeutique ».

La réalité est que ces expériences ralentissent la recherche médicale. Dans le cas des expériences fribourgeoises, voici maintenant 15 ans qu'elles ont débutées et ont déjà coûté des millions de francs aux contribuables. Les scientifiques avaient pourtant annoncé en fanfare le début d'études cliniques en 2006, des résultats prometteurs étant déjà annoncés pour 2007. Après avoir suscité autant d'espoir auprès de patients cloués dans un fauteuil roulant, qu'en est-il aujourd'hui ? Et si les millions dépensés jusqu'à présent l'avaient été dans le développement de modèles de recherche directement transposables à l'humain, où en serait la recherche pour soigner la tétraplégie ?

Nous n'en saurons rien car une fois encore, l'expérimentation animale a monopolisé tous les financements publics attribués à la recherche médicale. Soyez nombreux à nous rejoindre pour dire NON à l'expérimentation animale le 19 septembre. C'est en nombre que notre appel finira par être entendu et que nous pourrons faire changer les choses. En vue de notre manifestation, nous avons également lancé une pétition « Non aux expériences sur les singes à l'Université de Fribourg ». Celle-ci est publiée en page 4. Merci également de la signer, de la faire signer autour de vous et de nous la renvoyer avant le 10 septembre 2009. Chaque signature compte !

Nous vous souhaitons à toutes et à tous un bel été, et vous adressons nos meilleures pensées.

Le Comité

2ème édition de notre journée d'actions et d'informations contre l'expérimentation animale

ZUGETIVE 2009

La deuxième édition de ZUGETIVE « Ensemble contre l'expérimentation animale » (**Zusammen gegen Tierversuche**), organisée en collaboration avec l'ATRA et l'AGSTG aura lieu à Fribourg le samedi 19 septembre 2009, sur la Place Georges-Python située au centre-ville.

Comme l'an passé, une tente centrale abritera les principales activités entre 10h00 et 18h00. Un bar et des mets vegan seront à la disposition du public. Une manifestation à travers les rues de Fribourg aura lieu en début d'après-midi.



Le programme définitif annonçant les horaires des conférences, activités et projections de film sera prochainement mis en ligne sur le site www.zugetive.ch. Il sera également publié dans notre prochain journal qui paraîtra le 7 septembre prochain.

► Une nouvelle étude scientifique démontre l'inutilité des expériences pratiquées sur des singes à Fribourg

Inconvénients actuels de l'expérimentation animale d'un point de vue médical

Suite de la page I

Les scientifiques de l'université de Fribourg avaient essayé de sonder les processus intervenant au niveau des voies nerveuses, entre le cerveau et la moelle épinière lorsque cette dernière était abîmée. Pour cette étude, ils avaient sectionné une partie de la moelle épinière des singes au niveau du cou, tué les animaux, puis examiné au microscope si les voies nerveuses entre le cerveau et la moelle épinière avaient subi des dommages.

En utilisant une techniques d'imagerie similaire à la tomographie par ordinateur, les scientifiques australiens (1) ont étudié la même question mais sur des patients humains ayant subi des blessures similaires.

Cette méthode de recherche présente d'innombrables avantages:

- il est inutile de paralyser des singes et de les tuer par la suite;
- on obtient un résultat directement transposable à l'homme, ce qui signifie que l'on élimine les risques quant à l'interprétation pour l'homme des résultats obtenus sur le singe;
- on travaille avec des blessures réelles affectant des patients et non pas avec des blessures artificielles. Une incision effectuée au scalpel présente des différences fondamentales par rapport à des blessures humaines réelles, lesquelles sont davantage des plaies dites contuses et déchirées.

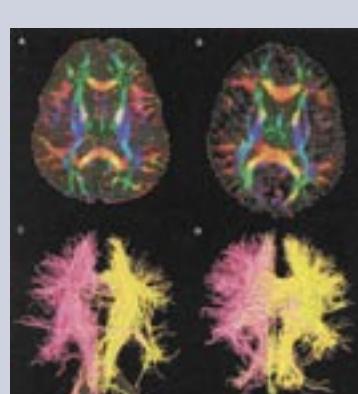
L'argent public finance des expériences douteuses sur des singes

Cet exemple concret nous permet ainsi d'affirmer que Fribourg autorise des expériences douteuses à plus d'un titre:

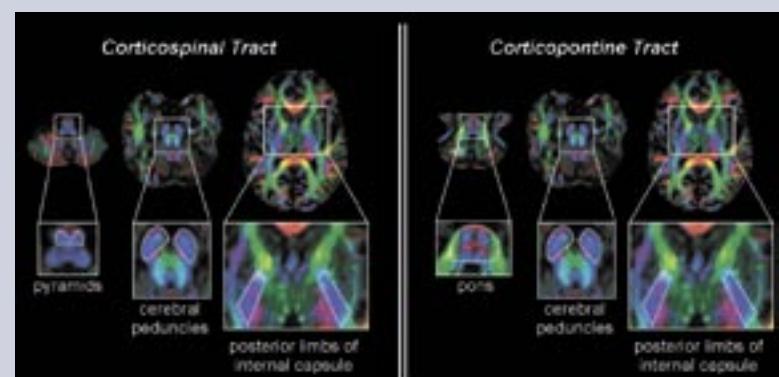
- Il s'agissait d'expériences pour la recherche fondamentale, ce qui signifie qu'une application

concrète des résultats n'était pas attendue. Pourtant, les accords internationaux stipulent que des singes ne devraient pas être utilisés en recherche fondamentale ou alors qu'il faut y recourir avec la plus grande retenue.

- Les techniques d'imagerie modernes permettent une recherche sur des patients humains malades.
- Les examens sur l'homme ont une valeur et une pertinence supérieures car les résultats obtenus sur ce dernier sont bien plus fiables pour le patient que s'ils sont observés sur le singe. Egalement parce que les blessures humaines examinées sont bien plus proches des blessures accidentelles du patient que ces incisions chirurgicales pratiquées au niveau de la moelle épinière des singes.
- Malgré leur caractère douteux, ces expériences ont reçu le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Ces expériences inutiles ont donc été financées avec l'argent du contribuable. Ces expériences inutiles ont également obtenu toutes les autorisations nécessaires des autorités, bien que l'on prétende toujours que toute expérimentation animale n'est autorisée qu'après un examen strict et approfondi.



Nous avions montré cette photo lors d'une conférence de presse tenue en février 2006 pour illustrer les possibilités de mener des recherches sur les voies nerveuses également sur l'homme.



Ces photos sont tirées de l'étude australienne de 2009. Elles démontrent que ce que nous prétendions à l'époque peut bel et bien être réalisé, et confirme ainsi ce que nous avons présenté aux médias lors de notre conférence de presse organisée avec la Conseillère nationale Marty-Kälin et la Protection Suisse des Animaux.

IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'article 60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnu d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2 **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH-1226 Thônex / GE **T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch** **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.- **CCP 12-2745-6**

Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 : **Permanence en français :** du lundi au vendredi. **Permanence en allemand :** lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. **Permanence en italien :** mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.



Des autorités de contrôle inefficaces

En réalité, nous constatons que **le contrôle des autorités a échoué. Et ce constat s'applique également au Fonds national suisse.**

Un autre exemple avait déjà été fourni sur des expériences effectuées à Zurich sur des bébés singes (ouistitis). Ces jeunes animaux étaient rendus dépressifs suite à une séparation forcée de leur mère, dans le but de les utiliser comme modèle pour des maladies psychiatriques. Ces expériences avaient également reçu l'aval de toutes les autorités et étaient aussi financées avec l'argent du contribuable, via le FNS. Seule la poursuite de ces expériences avait finalement été interrompue, après recommandation de la Commission fédérale d'éthique pour la biotechnologie dans le domaine non humain et de la Commission fédérale pour les expériences sur animaux.

Influences dans l'attribution des financements et des autorisations

Une autre réalité donne également à réfléchir en ce qui concerne les expériences effectuées sur les singes à Fribourg:

Le professeur Rouiller, qui est le responsable scientifique de ces expériences, siège aussi



Zusammen gegen Tierversuche! Insieme contro la vivisezione! Ensemble contre l'expérimentation animale!

www.zugetive.ch

PETITION - NON AUX EXPERIENCES SUR LES SINGES A L'UNIVERSITE DE FRIBOURG

Des singes auxquels on sectionne la moelle épinière, d'autres auxquels on implante des électrodes dans le cerveau avant de les soumettre à des expériences de privations : depuis de nombreuses années l'Université de Fribourg achète et élève des singes pour leur faire subir diverses expériences. Dans la plupart des cas, ces projets de recherche fondamentale n'ont pas pour objectif de permettre la mise au point d'un nouveau médicament.

Ces expériences ont déjà coûté des millions de francs aux contribuables, sans compter les importants moyens mis à disposition par l'Université de Fribourg. Ces expériences doivent cesser !

Les signataires de la pétition demandent aux autorités du canton de Fribourg de ne plus autoriser l'Université de Fribourg à pratiquer ni à participer financièrement à des expériences sur des singes.

L'Université doit encourager le développement de méthodes innovatrices, n'ayant pas recours aux animaux, comme les modèles cellulaires et tissulaires humains ou bioinformatiques, et remplacer les expériences sur les animaux par des méthodes plus éthiques et plus scientifiques pour la recherche médicale.

	Nom, prénom	Adresse	Signature
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

Pétition à retourner au plus tard le 10 septembre 2009

Les pétitions seront remises aux autorités fribourgeoises le mercredi 16 septembre 2009

La deuxième édition de ZUGETIVE « Ensemble contre l'expérimentation animale » (Zusammen gegen Tierversuche), organisée par l'AG STG, l'ATRA et la LSCV se déroulera à Fribourg le samedi 19 septembre 2009 sur la Place Georges-Python de 10h00 à 18h00. Durant cette journée, des informations sur les expériences effectuées sur les singes à Zurich et Fribourg seront affichées sous la tente principale. Des conférences, projections de films et stands pourront également renseigner le public sur la pratique de l'expérimentation animale en général et sur les méthodes innovatrices et qui permettent de supprimer l'utilisation d'animaux pour la recherche médicale.

Pour plus d'informations, consultez le site web www.zugetive.ch à partir de juillet 2009.

Retour des pétitions ou pour en obtenir des exemplaires supplémentaires :

AG STG : Brisiweg 34, 8400 Winterthur, T : 052 231 11 72, office@agstg.ch

ATRA : via Capelli 28, 6900 Lugano, T : 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Ligue Suisse contre la vivisection : CP 148, 1226 Thônex, T : 022 349 73 37, admin@lscv.ch

dans la commission qui est chargée d'évaluer le bien-fondé de ces expériences, en regard des souffrances qu'elles feront subir aux animaux. De plus, il siège également dans le comité scientifique (division 3) du FNS qui lui alloue régulièrement une partie de l'argent qui lui permet de financer ses expériences ! Même si ce professeur se récuse lors du vote concernant le financement de ses expériences, on peut légitimement penser que sa seule présence dans cet organe décisionnel et ses liens personnels avec les autres membres de la Division 3 influencent les décisions en sa faveur (2).

Expériences sur des singes pour la recherche fondamentale?

L'utilisation de singes pour la recherche fondamentale est d'une manière générale très contestée. Le Comité scientifique directeur (CSD) de la commission de l'UE avait exigé en avril 2002 déjà que les essais sur des primates soient soumis à un examen éthique sérieux. Il demandait que l'appréciation des expériences sur les primates prenne autant en compte l'aspect éthique que l'intérêt scientifique d'une demande.

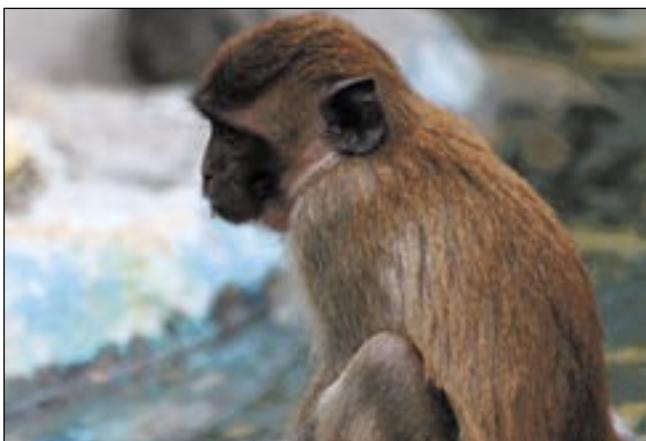
Furent déclarés domaines dans lesquels les expériences sur les primates sont actuellement inévitables: le développement de médicaments et de vaccins en vue de prévenir et guérir le SIDA, l'ESB, la malaria et la grippe.

Par la suite, la commission d'éthique de l'Académie suisse des sciences médicales a également recommandé que les expé-

riences sur les primates soient à l'avenir présentées à une commission nationale d'expérimentation animale et d'éthique.

Plus de transparence dans l'expérimentation animale

L'argent public ne doit plus financer d'expériences sur lesquelles le contribuable n'a pas un droit de regard.



L'Université de Fribourg élève des macaques de Java (macaca fascicularis). Les singes sont utilisés dès l'âge de trois ans.

Si un contribuable finance un domaine aussi éthiquement discutable et controversé que l'expérimentation animale, il doit au moins pouvoir savoir ce qu'il advient de son argent.

Il est en droit de connaître précisément le genre d'expériences qui sont exécutées, si les souffrances infligées aux animaux sont vraiment utiles et si elles permettront réellement des progrès pour la recherche médicale.

La société décide d'expériences sur animaux sans aucun droit de regard

C'est finalement la société dans son ensemble qui décide du nombre d'expériences sur animaux qui sont pratiquées et des souffrances qu'elles peuvent provoquer. C'est elle aussi qui en fixe les limites dans des lois et ordonnances.

La population suisse dit presque d'une seule voix qu'elle ne veut pas qu'on utilise des chiens et que l'on pratique la vivisection – qui consiste à inciser un animal sans anesthésie. Mais si la société peut décider quelles expériences sur animaux sont acceptables, elle doit aussi pouvoir se faire une idée de ce qui est pratiqué à l'heure actuelle. Or c'est impossible aujourd'hui!

Le secret de fonction met en péril la sécurité des patients humains

Chaque étude menée sur un animal ou sur un homme l'expose à un possible risque inconnu. Mais tant le patient que l'animal ont droit à une sécurité maximale et à un risque minimal pour leur santé. Ils sont en droit d'attendre que toutes les expériences faites précédemment avec un médicament ou une méthode de traitement aient été publiées, et que le scientifique se lançant dans une étude ait pu en prendre connaissance. Ils sont également en droit d'attendre que l'étude qui sera effectuée sur eux ne sera pas menée à double par ignorance.

Or le secret de fonction fait aujourd'hui obstacle à ces attentes et il est scandaleux qu'il soit encore une réalité de nos jours!

Étonnamment, ce sujet n'a jusqu'ici jamais été débattu ni dans les milieux préoccupés par la protection des patients, ni par la protection des consommateurs ni par les milieux politiques. De nos jours, il est pratiquement impossible d'apprendre quoi que ce soit sur les expérimentations animales en cours. Elles sont bien déclarées aux autorités, mais ces informations sont tenues strictement secrètes (*secret de fonction*).

Même un scientifique qui chercherait à savoir si une expérience prévue a déjà cours ailleurs en Suisse n'a pas accès à cette information! Même les membres d'une commission cantonale pour les expériences sur animaux ne peuvent pas savoir si une expérience similaire est en cours dans un autre canton! Et si les membres d'une de ces commissions trouvent contestable une expérience soumise par un scientifique, ils ne peuvent pas non plus demander un deuxième avis auprès d'un spécialiste extérieur à leur commission car ils violeraient ainsi ce fameux secret de fonction!

On a pourtant depuis longtemps reconnu le danger du culte du secret pour les études de recherche clinique (donc la recherche sur l'homme). Le secret de fonction appliqué aux études cliniques a donc été aboli ces dernières années car il constitue un **danger pour les patients!**

On a même établi des registres d'études sur Internet dans lesquels il est impératif d'inscrire une étude prévue, dans la mesure où les auteurs entendent par la suite la publier. Et comme chaque chercheur désire ardemment voir son travail publié, il n'est plus possible de ne pas publier des résultats non souhaités afin de les cacher, car cette



Durant ces dix dernières années, 5'500 singes ont été utilisés et tués dans les laboratoires en Suisse.

pratique pourrait porter préjudice au patient.

La recherche clinique exige donc le contraire de ce qui se fait en matière d'expériences sur animaux: elle exige une **transparence totale**.

Dans ce contexte, le lancement sans heurt du registre des études en médecine humaine a démontré depuis longtemps que tous les scénarios redoutés ne se sont pas produits:

La crainte selon laquelle l'annonce d'une étude pourrait avoir pour effet que d'autres groupes de recherche devancent la première étude s'est avérée infondée.

Aujourd'hui, plus personne ne s'oppose à une transparence totale dans le domaine des études cliniques. D'ailleurs, presque toutes les études prévues sont inscrites dans un registre avant même d'être lancées, et chacun peut y avoir accès en consultant le site Internet www.clinicaltrials.gov.

Des statistiques sur les expériences sur animaux qui démontrent qu'on peut se passer... d'indispensables expériences sur animaux

Pour que des expériences sur les animaux soient autorisées en Suisse, les scientifiques doivent démontrer qu'elles sont d'une telle importance qu'elles justifient de faire souffrir et mourir des animaux. De ce fait, si on ne peut pas contester l'objectif scientifique de ces expériences, elles doivent être acceptées par les commissions et les autorités cantonales.

Mais au-delà d'un certain nombre de bonnes raisons de douter qu'en Suisse, l'utilisation chaque année de plus d'un demi-million d'animaux soit réellement indispensable, une autre réalité peut également donner matière à réflexion:

Si on en croit les dernières statistiques sur les expériences sur animaux, 22% des autorisations d'expérimentations animales déjà délivrées n'ont pas été utilisées, alors même que ces expériences étaient déclarées comme indispensables...

Pour conclure, on peut ainsi affirmer que le domaine de l'expérimentation animale reste encore entaché de bien des anomalies en Suisse. Mais la plus grave, qui menace même les patients, est bien le manque de transparence dans ce domaine. Il faut abolir le secret de fonction, ne serait-ce qu'au nom de la sécurité des patients.

Dr Markus Deutsch

Comité de l'association Arztinnen und Arzte für Tierschutz in der Medizin

Le texte original a été rédigé en allemand.

Traduction en français : LSCV.



Postfach 2011, CH 8032 Zürich

T 044 380 08 31 • F 044 422 80 10

vorstand@aerzefuertierschutz.ch • www.aerzefuertierschutz.ch

Note:

(1) Anatomical Changes in Human Motor Cortex and Motor Pathways following Complete Thoracic Spinal Cord Injury' (Cerebral Cortex' January 2009;19:224–232)

(2) Ces dix dernières années, le Prof. Rouiller a obtenu Fr. 3,5 millions du FNS. Son dernier projet (n° 310030-I 10005) „Recovery of motor control after cortical lesion and polysensory-motor integration in the primate“ a obtenu Fr. 1'055'000.– du FNS pour la période 2005 - 2010.



Le Fond national suisse de la recherche scientifique (FNS)

Sans argent, pas d'expérimentation animale

A la différence des entreprises pharmaceutiques qui disposent de moyens conséquents pour leurs recherches, la multitude de scientifiques qui travaillent dans le secteur public courtent après les subsides d'institutions publiques, de fondations privées et d'autres sources de financement.

Pour encourager la recherche, le Conseil fédéral attribue chaque année CHF 500 millions au FNS avec pour mandat de soutenir des projets scientifiques. Environ 7000 scientifiques obtiennent chaque année du FNS le financement de tout ou partie de leurs recherches. Celles-ci touchent la plupart des domaines, comme la médecine, la philosophie, les sciences humaines, la biologie etc. Le FNS évalue la qualité scientifique des projets soumis et attribue ses aides financières (subsides) indépendamment des pouvoirs politiques, raison pour laquelle il a été créé en 1952 sous la forme d'une fondation de droit privé.



Fonctionnement du FNS

Le Conseil de fondation est l'organe suprême du FNS. Il réunit des représentants des milieux scientifiques, économiques, de la Confédération et des cantons.

Le Conseil national de la recherche est l'organe « expert » du FNS. Il est composé d'une centaine de scientifiques travaillant pour la plupart dans les hautes écoles suisses (HES). Ce sont principalement ces experts qui décident des projets à soutenir et du montant des financements.

Le Conseil national est structuré en 4 divisions :

Division 1 « Sciences humaines et sociales »

Division 2 « Mathématiques, sciences naturelles et de l'ingénieur »

Division 3 « Biologie et médecine »

Division 4 « Recherche orientée »

La division 3 « Biologie et médecine » est composée d'une trentaine de membres. Ce sont eux qui évaluent la plupart des projets d'expérimentations animales. Les subsides sont accordés pour une durée de un à trois ans.



Le Prof. Eric Rouiller et le généticien Denis Duboule (la tête dans les nuages, mais seulement pour la photo) sont membres de la division 3 du Fonds national... Etonnant, non?

► Université de Genève - Leçon inaugurale «In vitro veritas: un système immunitaire dans un tube à essai» du jeudi 5 mars à 12h30, Centre médical universitaire

Succès pour l'inauguration de la chaire d'enseignement des méthodes alternatives



Devant l'affluence du public, la salle initialement prévue s'est révélée trop petite, nécessitant le déplacement des personnes présentes dans un auditorium plus grand. Qui aurait pu imaginer que plus de 250 scientifiques et étudiants de cette université assisteraient enthousiastes à cette inauguration ?

On se rappelle que lorsqu'en avril 2006 la Ligue avait lancé son initiative cantonale « Pour le développement des méthodes alternatives et contre les abus de l'expérimentation animale à l'Université de Genève », la réaction de cette même université avait été vive. Certains Professeurs se laissant même aller à quelques déclarations narquoises dans les journaux, tel le généticien Denis Duboule qui, dans un quotidien romand, déclarait de façon péremptoire à propos des méthodes alternatives « *on ne peut pas faire de la recherche sur des ours en peluche* » (!) Quelle surprise alors, trois ans plus tard, d'entendre le Doyen de la Faculté de médecine, le Professeur Carpentier, déclarer dans son discours d'introduction qu'il est temps de « changer les mentalités » dans les milieux scientifiques et de « s'engager clairement dans une voie nouvelle ».

Alors, discours de convenance ou réelle sincérité ? Le fait que ce Doyen ait méticuleusement lu son discours devant un auditoire, comprenant quelques scientifiques stupéfaits, laisse espérer une réelle volonté de s'engager dans cette voie « nouvelle ». Quoiqu'il en soit, la présence de nombreux étudiants était réjouissante et leur enthousiasme bien sincère.

Néanmoins, il y a encore tout à faire pour que cet enseignement soit reconnu par le corps professoral dans son ensemble. Mieux encore, pour que cette chaire suscite des vocations dans d'autres universités, qui permettront aux futurs scientifiques d'accéder à de nouvelles méthodes de recherche autres que ces habituelles dissections d'animaux, pratique quasiment obligatoire aujourd'hui pour envisager une carrière dans la recherche médicale.

Le Comité de rédaction

Un condensé de cette leçon inaugurale est visible à partir de la page d'accueil de notre site Internet, rubrique « News », ou directement sur youtube à l'adresse : <http://www.youtube.com/watch?v=IWSDuSv3dgw>

Extrait du discours d'introduction du Professeur Carpentier, Doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Genève

Cette chaire est remarquable à plusieurs titres

« (...) Cette chaire pose un jalon important dans l'évolution des mentalités et de la pratique au sein du monde des Sciences en Suisse, tant sur le plan de l'enseignement que de la recherche. Grâce à cette chaire Doerenkamp-Naef-Zbinden, notre faculté se donne ainsi les moyens de concrétiser une vision et de s'engager clairement dans une voie nouvelle.



« Aujourd'hui, la problématique n'est pas tant de se demander s'il faut ou non interdire l'expérimentation animale, mais plutôt d'imaginer quelles sont les alternatives possibles à ces pratiques » déclara le professeur Cosson, titulaire de cette chaire d'enseignement. « Les modèles d'étude de vertébrés restent privilégiés pour mener de nouvelles recherches. Il s'agit donc pour nous de développer des outils pour la recherche fondamentale qui n'utilisent pas d'animaux, mais qui soient aussi performants voire meilleurs quand cela est possible. »

La seule réponse possible pour réduire, voir remplacer l'expérimentation animale dans le cadre de la recherche et de la pratique médicale, c'est de développer des alternatives, plus efficientes, d'ailleurs bien souvent moins onéreuses, et qui en plus concilient efficacité et éthique.

Cela passe aussi par des changements de mentalité. De tels changements s'appuient sur une pratique nouvelle, sur des enseignements innovants que la chaire Doerenkamp-Naef-Zbinden nous permettra de développer. En effet, cette chaire n'est pas seulement destinée à développer de nouvelles approches technologiques, mais surtout aussi de changer les mentalités, grâce à un enseignement approprié, grâce à un travail, une information de tous les jours (...). »

► Nouvelles ordonnances de l'Office vétérinaire fédéral - Recensement des expérimentations animales dans une banque de données en ligne et contrôle de la production d'animaux transgéniques

Pour le pire et le meilleur

Comme la nouvelle législation pour la protection des animaux (entrée en vigueur en septembre 2008) l'y autorise, l'Office vétérinaire fédéral commence à établir les ordonnances administratives qui lui permettront de développer certaines dispositions déjà inscrites, et à l'avenir, d'adapter la législation en fonction des nouvelles connaissances acquises.

C'est dans ce contexte que deux ordonnances ont été mises en consultations auprès des milieux intéressés (scientifiques, administratifs et protection des animaux) du 12 février au 14 avril 2009.

La première ordonnance concerne « **les animaleries, la production d'animaux génétiquement modifiés et les méthodes utilisées dans l'expérimentation animale** ». Le texte est assez ambitieux, même si quelques nouvelles dispositions permettraient encore d'améliorer la condition des animaux. Néanmoins, étant donné que jusqu'à présent aucune disposition claire ne pouvait, par exemple, limiter la « production » d'animaux transgéniques, malgré les énormes souffrances pouvant apparaître suite aux modifications génétiques induites, il s'agit incontestablement d'une réelle amélioration.

Concrètement : comment les cantons pourront-ils mettre en application ces dispositions? A l'heure actuelle, nous n'en savons encore rien. Néanmoins, ce texte assez bien conçu permettra à une administration, un peu motivée par son rôle d'autorité cantonale, ou à un représentant de protection des animaux, qui siège dans une commission cantonale et qui souhaite réellement faire de la protection des animaux, de mettre un peu d'ordre dans les animaleries de son canton.

Les choses se gâtent sérieusement en ce qui concerne la deuxième ordonnance sur « **le système d'information de gestion des expériences sur animaux (O-SIGEXPA)** ».

Quand l'OVF se montre sous son image d'administration fédérale poussiéreuse et opaque, il n'y a malheureusement rien à en attendre de bon. Et cela se confirme pour cette ordonnance.

Rien que la lecture de l'explicatif du projet laissait craindre le pire. Effectivement, tout

a été verrouillé pour que le minimum d'informations puissent ressortir de cette banque de données.

Alors que la centralisation des données, sur les expériences qui se déroulent en Suisse, pourrait être une formidable source d'informations, par exemple pour les autorités cantonales chargées de contrôler la pertinence scientifique d'une expérience avant de l'autoriser, aucun accès à ces données ne leur sera accordé ! Non seulement les cantons n'auront que le droit de saisir des données, mais en plus, l'OVF leur facturera la saisie de celles-ci alors que jusqu'à présent c'était elle qui devait s'en charger!

Il apparaît d'ailleurs clairement que les cantons n'ont pas été consultés durant l'élaboration de ce projet. Et lorsque l'on sait que les voies administratives « normales » nécessitent plusieurs semaines pour requérir la validation -par les différents services consultés- d'une prise de position cantonale, le délai de consultation extrêmement cours de deux mois octroyé par l'OVF laisse imaginer qu'il espérait en réalité une participation minimale des cantons ! Ceux-ci sont d'ailleurs minorisés au sein du « Conseil stratégique » que l'OVF prévoit de créer et qui est notamment censé « conseiller l'OVF » sur le développement de cette banque de données. C'est par contre l'OVF qui s'y est majoritairement représenté en s'accordant 3 sièges dont la Présidence sur les six sièges disponibles !

Devant l'absurdité de ce projet, la plupart des organismes de protection des animaux consultés ont vivement reproché à l'OVF le contenu de cette ordonnance. Des communiqués de presse ont également été diffusés pour faire connaître leurs revendications.

Nous ne saurons pas avant plusieurs mois si celles-ci auront porté leurs fruits, mais il est probable que l'OVF garde la tête dans le sable et tente de maintenir son projet en l'état.

Néanmoins, ce ne sera que partie remise. Le droit fédéral plaide pour plus de transparence sur les expérimentations animales, et nous poursuivrons nos revendications jusqu'à ce que nous obtenions satisfaction.

Le Comité de rédaction

Qu'est ce qui justifie encore ce manque de transparence, notamment en ce qui concerne les expériences effectuées dans les laboratoires publics ?

Dans sa prise de position transmise à l'OVF, la Ligue a notamment rappelé :

Les expérimentations animales qui se déroulent dans les instituts publics (Universités, EPF, etc.) peuvent déjà être en partie connues, pour peu qu'une recherche ciblée soit lancée :

1) On trouve actuellement des informations très complètes sur les expériences pratiquées dans les instituts publics. Les moteurs de recherche interne des sites Internet des Universités permettent déjà rapidement de savoir qui fait quoi et où. La plupart des communiqués de presse de ces mêmes institutions en disent encore plus sur la méthodologie employée, le nombre et les espèces animales utilisées.

2) Le site Internet du FNS –qui finance, selon ses statistiques environ la moitié des expériences sur les animaux qui se déroulent chaque année dans les instituts publics– publie depuis l'entrée en vigueur de la LTRANS en 2006 des informations assez complètes sur chaque requérant, qui vont des financements octroyés à la publication d'abstract sur les expériences en cours.

3) Même sans bénéficier d'un accès coûteux aux diverses bibliothèques en ligne, la consultation de sites Internet comme Medline, permettent également d'obtenir un grand nombre d'informations sur les expériences pratiquées par les nombreux groupes de recherche qui oeuvrent dans nos Universités.

Ainsi, limiter l'accès à certaines informations sur ces expérimentations animales ne répond à aucun impératif justifié :

4) Les expériences effectuées dans les institutions publiques sont dans la plupart des cas des projets de recherche fondamentale dont l'objectif principal est la publication des résultats.

5) Pour obtenir le financement de leurs expériences, les chercheurs sont déjà amenés à transmettre des informations complètes sur leurs expériences à de nombreux collègues. On ne mentionnera que le FNS, qui distribue chaque nouvelle requête à la trentaine de scientifiques qui composent la Division 3 : La plupart de ceux-ci sont à la tête de groupes de recherche dans les principales universités de notre pays. Des experts internationaux sont également consultés par le FNS pour évaluer l'intérêt scientifique des requêtes qui lui sont soumises.

6) Le financement de ces expériences n'est possible que grâce à l'apport d'argent public. Chaque citoyen est en droit de savoir quelles expériences sont effectuées sur les animaux avec le financement provenant de ses contributions publiques. Cela répond également aux objectifs de la LTRANS.

Permettre l'accès à certaines informations sur ces expérimentations animales est également conforme à la législation sur la protection des animaux, notamment l'art.17 (LPA) qui rappelle le caractère indispensable d'une expérience.

7) Des groupes de recherche peuvent effectuer les mêmes expériences dans des cantons différents sans en avoir connaissance. Il s'agit d'un gaspillage d'animaux.

8) Des groupes de recherche peuvent effectuer les mêmes expériences en utilisant un nombre d'animaux différents. Il s'agit encore d'un gaspillage d'animaux : Entre 2006 et 2007, les publications des groupes de recherche ayant effectués des expériences similaires ont été comparées. Dans de nombreux cas, les expériences effectuées dans certains cantons comprenaient des groupes d'animaux moins élevés. Cela a démontré, notamment :

- a) Qu'il n'y a pas d'uniformisation dans les pratiques cantonales ;
- b) que les chercheurs eux-mêmes ignoraient que ces mêmes expériences pouvaient être effectuées avec moins d'animaux ;
- c) que l'OVF, qui pourtant bénéficie d'une vue d'ensemble sur la pratique expérimentale effectuée par les cantons, n'émet aucune directive, ni n'intervient auprès des cantons pour s'assurer que le plus petit nombre requis d'animaux est utilisé (art.137 OPA).

9) Les «Principes d'éthique et directives pour l'expérimentation animale», édictées par l'Académie Suisse des Sciences Médicales (ASSM) et l'Académie Suisse des Sciences Naturelles (SCNAT), s'adressent à tous les scientifiques travaillant en Suisse.

Elles rappellent notamment à l'art. 5.3 : «Afin d'éviter les expériences inutiles sur les animaux, les scientifiques ont le devoir d'encourager l'échange d'information sur les résultats des expériences»;

à l'art. 5.5 : «Les scientifiques veillent à un maximum de transparence dans l'information sur l'expérimentation

animale et sont disposés (...) à accorder à ceux qui s'y intéressent un droit de regard sur leurs expériences et sur les modes de détention des animaux qu'ils pratiquent».

Or actuellement, aucune mesure ne permet la concrétisation de l'échange d'information voulu par ces principes et directives.

Par exemple, après avoir obtenu le financement et l'autorisation de procéder à des expériences sur les animaux, ce groupe de recherche d'une faculté de médecine interrompait ses expériences et annonçait :

«Le projet de recherche était basé sur un modèle murin décrit dans un très bon journal scientifique. Or, à notre grand étonnement, nous n'avons pas réussi, dans deux séries d'expériences, à reproduire ce modèle. Par ailleurs, nous avons appris que des chercheurs américains n'avaient pas non plus pu reproduire les résultats publiés. Cela ne signifie pas que nous abandonnons le projet mais nous avons déplacé la priorité de nos recherches.

Nous espérons que ces précisions pourront mieux expliquer la situation qui a suscité votre étonnement que nous partageons en définitive, puisqu'il n'est pas possible, ou difficilement, de reproduire des travaux publiés dans un journal à politique éditoriale stricte.»

Le fait est que ni le groupe de recherche, ni l'université suisse dans laquelle ont été réalisées ces expériences n'ont communiqué à la communauté scientifique l'impossibilité de reproduire le modèle décrit. On ne peut donc pas exclure qu'aujourd'hui, un autre groupe de recherche utilise inutilement des animaux pour les mêmes expériences.

En résumé, l'accès à toutes les données liées aux expérimentations animales devrait, dans tous les cas, être accessible aux cantons et aux commissions cantonales, notamment pour les raisons évoquées dans les points 7, 8 et 9.

L'accès aux données touchant les projets exécutés dans les institutions publiques ainsi que les expériences visant à évaluer la toxicité ou les effets secondaires d'une substance ou d'un médicament devraient également être libre d'accès pour le public, pour les raisons évoquées ci-dessus.

Plus de transparence sur les expériences sur les animaux dans les laboratoires Suisse

Dans leurs prises de position transmises à l'Office vétérinaire fédéral(OVF) concernant la mise en consultation jusqu'au 14 avril 2009 de l'ordonnance concernant le système d'information de gestion des expériences sur animaux (O-SIGEXPA)(1), les organisations **Animalfree Research, Arztinnen und Arzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Ligue suisse contre la vivisection, Stiftung für das Tier im Recht** et le **Zürcher Tierschutz**, exigent plus de transparence sur les expériences menées dans les laboratoires en Suisse.

Plus de transparence pour les autorités et les commissions cantonales

Alors que L'OVF prévoit la saisie informatique sur un système d'information centralisé de toutes les procédures expérimentales, aucune possibilité d'échange d'information entre les cantons n'a été prévue par l'Autorité fédérale. Il y a pourtant un intérêt majeur à ce que les autorités cantonales puissent partager leurs compétences et avoir une vue d'ensemble sur les expériences en cours dans notre pays.

Plus de transparence concernant les expériences se déroulant dans les laboratoires publics

Principalement effectuées dans les Universités et Ecoles polytechnique fédérales, ces expériences représentent environ un tiers des expériences effectuées chaque année en Suisse. Il n'est pas acceptable que des projets ne débouchant pas directement sur des applications cliniques et qui ne justifient pas une stricte protection des données scientifiques se déroulent toujours dans nos laboratoires en toute opacité. La loi fédérale sur la transparence dans l'administration (LTRANS) permet pourtant plus de transparence concernant ces expériences, de même que la plupart des lois cantonales similaires.

Le communiqué de presse peut être consulté sur le site Internet de la Ligue à l'adresse : www.lscv.ch/news/verti-v.html

(I) Le projet d'ordonnance en bref :

- L'ordonnance a pour objectif de régler l'exploitation d'un système d'information de gestion des expériences sur les animaux.
- Ce système d'information servira notamment au traitement des données nécessaires à la Confédération, aux cantons, aux instituts et laboratoires pour la gestion des autorisations d'effectuer des expériences sur animaux ou d'exploiter une animalerie (art.2).
- L'Office vétérinaire fédéral (OVF) sera responsable de l'élaboration et de l'exploitation du système d'information (art.3).
- Le système d'information contiendra les données collectées par les cantons. Il s'agira des demandes d'expérimentation animales, des rapports et éventuelles questions posées et réponses fournies dans le cadre de la procédure d'autorisation et de surveillance des expériences sur animaux et des animaleries (art.9).
- Accès en ligne à d'autres données (art.12) :
 - a) Les chercheurs auront accès aux données qu'ils auront eux-mêmes saisies et à celles qui leur seront adressées par l'autorité cantonale.
 - b) Les collaborateurs des autorités cantonales auront accès en ligne aux données qu'ils auront eux-mêmes saisies et aux données collectées par leur unité administrative.
 - c) Les membres de la commission cantonale de l'expérimentation animale auront accès aux données qu'ils ont eux-mêmes saisies et aux données élaborées par leur commission.

Visite d'abattoir

Envisageriez-vous, un bel après-midi d'été, de payer pour visiter un abattoir et observer comment des bouchers s'acharnent sur des taureaux avant de les achever ? C'est peu probable. Pourtant, des milliers des touristes en vacance dans des lieux tels que l'Espagne, le Portugal ou le sud de la France, participent à ces boucheries de taureaux qui ont pour nom « corrida ». Alors que la plupart des consommateurs de viande ne veulent surtout pas savoir comment l'animal qu'ils mangent a été mis à mort, ces mêmes personnes assistent dans l'allégresse des arènes à ce spectacle sanglant. Pourquoi ce complaisant paradoxe ?

« Rien de plus facile à fabriquer que cette « beauté » : Collez sur un bonhomme un costume rutilant de stress et des paillettes, plantez ce type en plein soleil au beau milieu de sable blanc, entourez le d'acolytes à pied et à cheval, et tous, hommes et chevaux dégoulinants de galons, pompons, passementeries et autres fanfreluches aux vives couleurs, ajoutez-y une fanfare qui joue « Carmen » et vous rendrez « beau » un concours de mangeurs de boudin, une extraction dentaire... » (Cavanna)

Chaque touriste qui paye son entrée dans une arène ne serait-ce qu'une seule fois, se rend coupable de la persistance de ces massacres d'animaux car sans l'argent des touristes, les arènes ne seraient pas rentables. De ce fait, nous enjoignons nos lecteurs à boycotter les arènes, ainsi que les magasins qui, d'une manière ou d'une autre, font l'apologie des corridas.

Susanne Wachtl



Le vrai visage de la corrida : des animaux lâchement, honteusement martyrisés.

Procès-verbal de l'Assemblée générale 2009 et pour les droits de l'animal, du 28 mars 2009 à Thônex, Genève

Ouverture de la séance à 14h00

Membres du Comité présents : Sylvie BENOÎT, Luc FOURNIER (Vice-président), Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Maxime MORET (Président), Egon NAEF, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Marina ZUMKELLER (Trésorière).

Membres du Comité absents et excusés : Emmanuel BROILLET, Ruth MULLER.

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale
2. Rapport 2008 du Président
3. Rapport 2008 de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Élection de deux vérificateurs aux comptes
6. Admissions/Démissions
7. Divers

Ouverture de l'Assemblée générale

Le Président ouvre la séance et remercie les Membres présents. Il annonce que cette Assemblée est légalement constituée, selon l'article 60 du code civil et les statuts de la Ligue. Aucune proposition écrite n'étant parvenue au Comité, l'Assemblée peut se dérouler selon l'ordre du jour prévu.

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée Générale

Les Membres présents, l'ayant lu dans notre journal du mois de juin 2008, dispensent le Président de sa lecture et l'acceptent.

2. Rapport 2008 du Président

Le Président apporte quelques compléments d'informations au rapport d'activité publié dans le journal du mois de mars 2009 :

La Loi sur la Protection des Animaux et sa nouvelle Ordonnance est entrée en vigueur le 1er septembre 2008. Malgré quelques améliorations pour les animaux, de nombreuses choses restent à faire. Concernant le domaine de l'expérimentation animale, des ordonnances devant mieux définir certains articles de la loi sont en consultation. La Ligue y travaille en collaboration avec d'autres organismes de protection des animaux pour que nos revendications soient mieux entendues. Nos campagnes de presse et d'affichage

en Suisse se sont bien déroulées et nous en avons reçus des échos positifs. Parallèlement à notre campagne d'affichage contre la fourrure, la Ligue, qui dispose de tarifs préférentiels dans certains journaux et magazines, a également publié des annonces pleines pages pour soutenir le développement de nouvelles méthodes alternatives ou pour l'utilisation de cosmétiques non testés sur les animaux.

La journée d'information et d'action « ZUGETIVE » contre l'expérimentation animale, menée à Berne en collaboration avec l'AGSTG et l'ATRA, a eu un bon impact auprès du public. Il est probable que cela devienne une manifestation annuelle et itinérante à travers la Suisse. Une date a déjà été fixée pour la deuxième édition de ZUGETIVE, qui se déroulera à Fribourg le 19 septembre 2009. En 2010, ZUGETIVE aura probablement lieu à Bâle.

Enfin, le Président remercie particulièrement Egon Naef pour tout le travail qu'il a effectué jusqu'à ce jour et qui a permis la création d'une Chaire d'enseignement des méthodes alternatives à l'Université de Genève.

Le rapport du Président est mis au vote : OUI à l'unanimité

3. Rapport de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes

4. Discussion et vote des deux précédents rapports

Marina Zumkeller lit son rapport et ajoute que la fiduciaire qui contrôle et finalise la comptabilité de la Ligue l'a fait pour la dernière fois cette année car elle cesse ses activités. Elle remercie M. François Cochet, directeur de la société MEF, pour tout le travail effectué durant ces nombreuses années.

Concernant les comptes, elle précise qu'il reste 35% d'impôts sur les intérêts à récupérer.

Que la Ligue doit utiliser 2 BVR avec des numéros de compte différents, mais qu'ils créditeront la même caisse. L'envoi des cartes de vœux a toujours autant



de la Ligue suisse contre la vivisection

de succès et assure une importante et régulière rentrée d'argent à la Ligue, qui enregistre également en moyenne une centaine de nouveaux membres supplémentaires chaque mois.

Pour finir, il est rappelé qu'après plusieurs années d'excédent de recettes, la Ligue termine son exercice avec un déficit de 65'000.-CHF. Ceci est dû aux nombreux projets dans lesquels la Ligue s'est investie. Elle cite le financement de plusieurs projets scientifiques pour supprimer l'utilisation d'animaux dans la recherche, l'aide aux refuges et les actions de castrations et stérilisations de chats errants, la campagne d'affichage, le soutien à la création de la Chaire d'enseignement des méthodes alternatives, etc.

Aucune question n'étant posée sur ces deux rapports (voir Rapport 2008 de la Trésorière et Rapport 2008 des Vérificateurs aux comptes), le Président propose de voter leurs approbations : OUI à l'unanimité.

5. Élection de deux Vérificateurs aux comptes

Anne Perzoff et Laurianne Nicoulin ont reproposé leurs candidatures. Vote : OUI à l'unanimité.

6. Admissions/Démissions

Le Président annonce que Claudine Wehrli a démissionné du Comité en fin d'année. Il lance également un appel à tous les membres qui souhaiteraient faire partie du Comité à s'annoncer au bureau de la Ligue.

7. Divers

Le Président donne la parole à l'assemblée : Marina Zumkeller demande pour quelle raison Maja Schmid, qui est la secrétaire de la Ligue n'est pas de facto également membre du Comité ? Le Président répond que Maja effectue déjà un important travail pour la Ligue et qu'elle ne compte pas ses heures. A sa connaissance, Maja n'a jamais émis le souhait de faire partie en plus du Comité, ce qu'elle confirme. Le Président indique également que les Membres qui souhaitent faire partie du Comité doivent avoir la disponibilité nécessaire pour participer aux actions de la Ligue. Il en profite pour remercier Michèle Loisel qui participe à la conception éditoriale du journal et souligne qu'il s'agit d'un travail de collaboration avec le bureau qui fonctionne parfaitement bien depuis plusieurs années. Une membre demande si nous recevons les dépliants et annonces du Dr Anderegg. Il est répondu que chaque action contre la vivisection doit être accueillie positivement. Mais que depuis plusieurs années la Ligue a coupé toute communication avec lui, car il consacre une partie de son temps à dénigrer les autres organismes de protection des animaux, ce qui est regrettable. Par contre, la Ligue collabore avec la totalité des associations que le Dr Anderegg a inscrites sur sa « liste de noire » d'organismes de protection des animaux qu'il accuse sur son site Internet de « promouvoir et/ou financer des « méthodes alternatives » équivalentes aux expériences sur les animaux ». Parmi les 12 organismes cités figurent la Ligue bien sûr, mais aussi l'ATRA, la PSA, la SVPA, le VETO, le Zürcher Tierschutz, Animalfree Research, le Tierschutzbund, la Fondation pour l'animal en droit et les Médecins pour la protection des animaux en médecine !

Plus aucun Membre ne souhaitant prendre la parole et l'ordre du jour étant épousé, le Président lève la séance et invite les participants à partager une amicale collation.

Rapport 2008 de la Trésorière

Mesdames, Messieurs,

Notre dernier journal No 23 de mars 2009 vous a largement informé sur nos actions durant l'année 2008. Nous pensons donc inutile de nous répéter. Pour les personnes qui ne l'auraient pas lu, plusieurs exemplaires sont à votre disposition à l'entrée de notre salle.

Une fois de plus, nous remercions la fiduciaire MEF pour son bon travail. Merci aussi à Mesdames Anne Perzoff et Laurianne Nicoulin qui ont bénévolement vérifié toutes les pièces comptables 2008 de la Ligue et qui ont approuvé nos comptes en date du 28 mars 2009.

Cette année 2008, malgré la fidélité de nos Membres et Donateurs, se termine avec un déficit sur nos recettes de CHF. 65,798.61. Mais, comme largement expliqué dans notre journal susmentionné, l'aide à la création d'une Chaire à l'UNI de Genève pour enseigner des méthodes alternatives, justifie une bonne partie de nos dépenses. D'autres actions aussi continuent afin d'arriver à notre but final... l'arrêt de cette horreur qu'est la vivisection !

Nous continuons aussi la lutte contre la fourrure; vous avez dû voir nos affiches ! L'aide à la stérilisation des chats errants, aux Refuges suisses en difficulté car les problèmes d'abandons et mauvais traitements continuent. Bref, soyez certains que nous utilisons vos dons le mieux possible.

Autre chose, les bulletins de versements sont de plus en plus indéchiffrables : adresses incomplètes, montants presque effacés, écritures illisibles ! Nous perdons beaucoup de temps et par la même d'argent à faire des recherches afin de pouvoir inscrire vos versements dans notre comptabilité et sur vos cartes de Membres. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire un effort dans ce sens.

Au nom de nos Amis les Animaux, nous vous exprimons toute notre reconnaissance et vous disons MERCI !

Fait à Genève, le 28 mars, 2009

Marina Zumkeller, Trésorière

Rapport des Vérificateurs aux Comptes 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution du mandat qui nous a été confié, nous avons procédé au contrôle du BILAN et du COMPTE DE PERTES ET PROFITS arrêtés au 31 décembre 2008.

Nous avons aussi procédé à la vérification de la comptabilité de la LIGUE SUISSE CONTRE LA VIVISECTION et pour les Droits de l'Animal, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 THÔNEX, en contrôlant de très nombreuses pièces justificatives et avons constaté leur concordance avec les livres comptables, lesquels sont tenus avec exactitude.

En conclusion de notre vérification, nous vous recommandons d'approuver les comptes qui sont présentés et qui se soldent, pour l'exercice 2008, par un déficit de recette de CHF 65'798.61.

Les vérificateurs aux comptes
Anne PERZOFF, Laurianne NICOULIN
Genève, le 28 mars 2009

Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Wie nebenstehend erwähnt, findet am 19. September bereits die zweite Ausgabe von ZUGETIVE statt. Als Veranstaltungsort dient die Stadt Freiburg. Seit vielen Jahren unterstützt und finanziert diese Tierversuche, die an Affen durchgeführt werden. Bis im Alter von drei Jahren wird ein Teil von ihnen sogar in der Versuchstierhaltung der Universität gehalten, bevor die Experimente stattfinden und die Affen getötet werden.

Abgesehen von den Primaten, welche die Basler Pharmagesellschaften verwenden, führen Freiburg und Zürich als einzige Kantone Tierversuche durch. Diese erfolgen hauptsächlich im Rahmen der Grundlagenforschung und dienen somit nicht dazu, neue Medikamente zu entwickeln. Vielmehr geht es darum, eine wissenschaftliche Hypothese aufzustellen und das entsprechende Resultat zu publizieren. Auf diese Weise kommen jedes Jahr Tausende von Publikationen, die an den Universitäten verfasst werden, zu den bereits bestehenden Publikationen dazu. Dabei wird von der Hypothese ausgegangen, sie könnten eines Tages „einen neuen therapeutischen Ansatz“ ermöglichen.

Vor drei Jahren führte die ETH Zürich an Affen zwei Tierversuchsreihen durch, die vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) mit öffentlichen Geldern in der Höhe von 4,5 Millionen Franken finanziert wurden. Als die Presse über die Experimente berichtete, sorgte dies für heftige Empörung.

Beim ersten Versuch löste man bei Affen Gleichgewichtsstörungen aus. Dazu wurden die Tiere in einer Dunkelkammer auf einem Stuhl festgeschnallt, der heftige Rotationsbewegungen ausführte. Man kann sich vorstellen, wie gross die Angst dieser Tiere war. Ein zweiter Versuch diente dazu, den depressiven Zustand von Waisenkindern zu untersuchen. Dazu wurden vor Schmerz schreiende Affenbabys ihren Müttern entrissen. Um ihre Reaktionen beobachten zu können, wurden sie in einem Nebenraum isoliert untergebracht. Angesichts solcher Horrorszenarien stellt man sich die Frage, wie sich Individuen, die über ein normal entwickeltes Gewissen verfügen, an solch schrecklichen Versuchen beteiligen können.

Die derzeit in Freiburg durchgeführten Versuche, mit denen Rückenmarksverletzungen untersucht werden, lassen sich nicht mit den zwei oben beschriebenen Experimenten vergleichen. Sie werden aber mit den gleichen fadenscheinigen Erklärungen begründet. Es gehe darum, Informationen zu finden, um allenfalls gewisse Phänomene besser zu verstehen, die „zu einem neuen therapeutischen Ansatz führen könnten“.

In Tat und Wahrheit bewirken solche Versuche jedoch eine Verlangsamung der medizinischen Forschung. Die Freiburger Experimente werden seit fünfzehn Jahren durchgeführt und haben die Steuerzahler bereits Millionen von Franken gekostet. Dabei hatten die Wissenschaftler 2006 lauthals die Aufnahme der klinischen Studien verkündet und versprochen, bereits 2007 mit viel versprechenden Resultaten aufwarten zu können. Bei den Patienten, die an den Rollstuhl gefesselt waren, weckten sie damit grosse Hoffnungen. Wie aber sieht die Lage heute aus? Bis anhin wurden Millionen von Franken in die Entwicklung von Forschungsmodellen investiert, die sich direkt auf den Menschen übertragen lassen sollen. Wo steht die Forschung bezüglich der Tetraplegiker jetzt?

Auf all diese Fragen fehlt die Antwort. Einmal mehr wurden die für die medizinische Forschung aufgewandten Gelder jedoch allesamt in Tierversuche investiert.

Wir hoffen auf Ihr zahlreiches Erscheinen am 19. September. Zeigen Sie, dass Sie Tierversuche ABLEHNEN. Nur gemeinsam können wir unsere Anliegen zum Ausdruck bringen und dafür sorgen, dass sich die Dinge ändern. Im Zusammenhang mit dieser Veranstaltung haben wir auch eine Petition „Nein zu Affenversuchen an der Universität Freiburg“ lanciert. Diese wird auf Seite 14 veröffentlicht. Wir bitten Sie, die Petition zu unterzeichnen, selber Unterschriften zu sammeln und uns diese bis am 10. September 2009 zuzustellen. Jede Unterschrift zählt!

Wir wünschen Ihnen allen einen schönen Sommer und grüssen Sie herzlich.

Ihr Vorstand

2. Aktions- und Informationstag gegen Tierversuche

ZUGETIVE 2009

Am Samstag, den 19. September 2009, findet auf der Place Georges-Python im Zentrum von Freiburg zum zweiten Mal die Veranstaltung ZUGETIVE (Zusammen gegen Tierversuche) statt. Diese wird in Zusammenarbeit mit ATRA und AGSTG durchgeführt. Wie schon im letzten Jahr werden die Hauptaktivitäten von 10 – 18 Uhr im grossen Zelt stattfinden. Die Besucherinnen und Besucher können sich an der Bar eindecken und veganische Gerichte geniessen. Am frühen Nachmittag findet in den Freiburger Gassen zudem eine Demonstration statt.



Das definitive Programm mit den genauen Zeiten der Vorträge, Aktivitäten und Filmvorführungen wird unter www.zugetive.ch aufgeschaltet. Es wird auch in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung veröffentlicht, die am 7. September erscheint.

► Neue Studie zeigt Unnötigkeit der Freiburger Affenversuche

Aktuelle Missstände im Tierversuchswesen aus ärztlicher Sicht

Fortsetzung von S.I

Die Tierexperimentatoren in Freiburg versuchten herauszufinden, was mit den Nervenbahnen zwischen Hirn und Rückenmark nach einer Verletzung des Rückenmarks passiert. Hierzu durchschnitten sie Affen auf Höhe Hals einen Teil des Rückenmarks, töteten die Affen und untersuchten unter dem Mikroskop, ob die Nervenbahnen zwischen Hirn und Rückenmark nach der Rückenmarksverletzung Schaden genommen hatten.

Die neue Studie aus Australien (1) untersuchte die gleiche Frage an Patienten mit entsprechenden Verletzungen mittels bildgebenden Verfahren, ähnlich der bekannten Computertomografie.

Diese Methode der Forschung hat zahllose Vorteile:

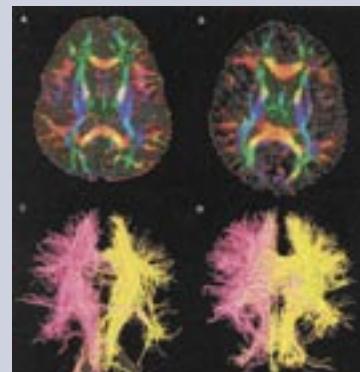
- man muss keine Affen lähmen und nachher umbringen.
- man erhält direkt ein Resultat am Menschen, umgeht also die Unsicherheit, ob die Resultate am Affen überhaupt auch für den Menschen Gültigkeit haben.
- man hat echte Verletzungen an Patienten statt künstliche Verletzungen am Versuchstier. Ein Schnitt mit dem Skalpell unterscheidet sich wesentlich von den echten Verletzungen am Menschen, bei denen es sich mehr um sogenannte Riss-Quetsch-Wunden handelt.

Steuergelder für fragwürdige Affenversuche

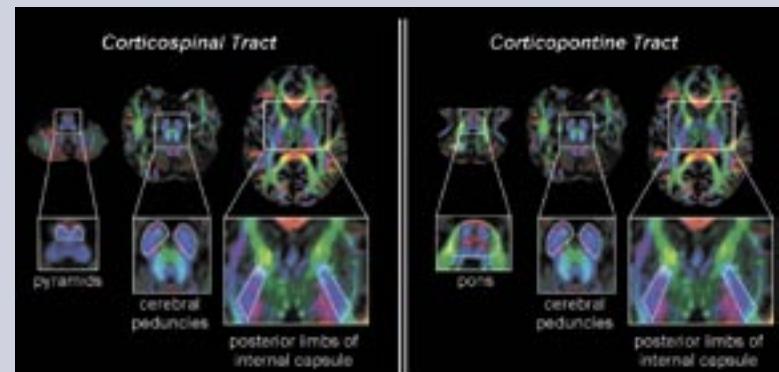
Am Beispiel dieses konkreten Tierversuchs können wir zeigen, dass in Freiburg Experimente mit Affen durchgeführt werden, die aus ver-

schiedenen Gründen fragwürdig sind:

- Es handelte sich um Experimente für Grundlagenforschung, d.h. ein konkreter Nutzen war nicht absehbar. Affen sollten für Grundlagenforschung aber nicht oder nur mit allergrößter Zurückhaltung eingesetzt werden gemäß internationalen Übereinkommen.
- Es gibt moderne bildgebende Verfahren, die eine Erforschung am kranken Menschen erlauben würden.
- Die Untersuchungen am Menschen sind bedeutend wertvoller und aussagekräftiger, da Erkenntnisse am Menschen für den Patienten viel zuverlässiger sind als an Affen und da die untersuchten Verletzungen der Menschen viel eher der unfallbedingten Verletzung des Patienten entsprechen als die chirurgischen Schnitte im Affenhalsmark.
- Die Experimente wurden trotz ihrer Fragwürdigkeit vom Schweizerischen Nationalfonds unterstützt. Somit wurden diese unnötigen Tierversuche mit Steuergeldern finanziert. Auch diese unnötigen Tierversuche erhielten übrigens alle erforderlichen behördlichen Bewilligungen, obwohl immer behauptet wird, dass alle Tierversuche nur nach strengster Prüfung zugelassen werden.



Dieses Bild haben wir anlässlich einer Pressekonferenz im Februar 2006 gezeigt als Beispiel dafür, wie man die Nervenbahnen auch erforschen könnte, direkt am Menschen.



Diese Bilder aus der australischen Forschungsarbeit 2009 zeigen nun, dass unsere damalige Behauptung sich auch wirklich realisieren lässt. Die Studie bestätigt, was wir bereits im Februar 2006 im Rahmen einer Pressekonferenz zusammen mit der Nationalrätin Frau Marty-Kälin und dem Schweizer Tierschutz der Presse dargelegt haben.

Die Aufsichtsbehörden versagen

Wir sehen somit, dass auch hier wieder die **behördlichen Kontrollen versagen bis hin zum renommierten Schweizerischen Nationalfonds**.

Ein weiteres Beispiel hierfür sind die Tierversuche in Zürich, in denen Affen-Babies (Marmosetten) depressiv gemacht wurden, indem man sie von ihren Müttern trennte, um diese depressiven Tiere dann als Modell für psychiatrische Krankheiten verwenden zu können.

Auch diese Versuche waren durch alle Instanzen durchgekommen und hatten auch wieder vom Schweizerischen Nationalfonds Steuergelder zur Förderung erhalten!

Erst die Fortsetzung dieser Versuche ist letztlich durch eine Empfehlung der Eidgenössischen Ethikkommission für die Biotechnologie im Ausserhumanbereich und der Eidgenössischen Kommission für Tierversuche gestoppt worden.

Filz im Bewilligungssystem

Im Fall der Versuche von Freiburg stimmt ein weiterer Umstand nachdenklich:

Der wissenschaftliche Leiter, Prof. Rouiller, der somit letztendlich hinter den Versuchen steht, sitzt selbst in der kantonalen

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschließlich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäß Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.

Desktop Publishing (DTP) und Layout: SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm² **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**

Unser Büro ist telefonisch besetzt von Montag bis Freitag jeweils von 9 bis 12 Uhr und von 2 bis 5 Uhr: **Französisch** von Montag bis Freitag den ganzen Tag; **Deutsch** jeweils vormittags Montag bis Donnerstag; **Italienisch** Dienstag und Donnerstag nachmittags und am Freitag den ganzen Tag.



Zusammen gegen Tierversuche! Insieme contro la vivisezione! Ensemble contre l'expérimentation animale!

zugetive.ch

PETITION – STOPPT DIE AFFENVERSUCHE AN DER UNIVERSITÄT FREIBURG

Seit Jahren werden an der Universität Freiburg Affen gezüchtet und gekauft, die für eine Vielzahl von Experimenten herhalten müssen: Das Rückenmark wird ihnen durchtrennt, Elektroden werden in ihr Gehirn implantiert, und durch Entzug werden die Tiere für die Versuche gefügig gemacht. Diese Grundlagenforschung hat nur selten zum Ziel, neue Medikamente zu entwickeln.

Diese Versuche müssen gestoppt werden! Sie haben den Steuerzahler bereits Millionen von **Schweizer Franken** gekostet, zuzüglich der Geldbeträge, welche die Universität selber investiert hat.

Die Unterzeichnenden verlangen daher von den Freiburger Kantonsbehörden, dass keine weiteren Bewilligungen für Affenversuche erteilt werden und dass der Universität Freiburg keine weitere finanzielle Unterstützung für die Versuche gewährt wird. Stattdessen muss die Universität Freiburg die Entwicklung innovativer, tierversuchsfreier Testmethoden, wie z.B. Zell- und Gewebemodelle, bildgebende Verfahren sowie Bioinformatik, unterstützen und Tierversuche in der medizinischen Forschung durch Modelle ersetzen, die ethisch und wissenschaftlich tragbar sind.

	Name, Vorname	Adresse	Unterschrift
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

Petition bitte bis spätestens 10. September 2009 zurücksenden.

Die Petitionen werden am Mittwoch, dem 16. September 2009, an die Freiburger Behörden übergeben.

ZUGETIVE (Zusammen gegen Tierversuche) findet am **19. September 2009** zum zweiten Mal statt. Die Veranstaltung wird auf dem Place Georges-Python in Freiburg durchgeführt und dauert von 10.00 Uhr bis 18.00 Uhr. Organisiert wird der Anlass gemeinsam von AG STG, ATRA und SLGV. Im Festzelt werden die Affenversuche, die in Freiburg und Zürich gemacht werden, dargestellt. Konferenzen, Filmvorführungen und Stände informieren über verschiedene Aspekte von Tierversuchen sowie über innovative, tierversuchsfreie Testmethoden, dank welcher die medizinische Forschung auf Tiere verzichten kann. Weitere Informationen finden Sie ab Juli unter: www.zugetive.ch

Bitte senden Sie die Petition an eine der folgenden Adressen. Unter diesen können auch weitere Petitionsbögen bezogen werden:

AG STG, Brisiweg 34, 8400 Winterthur, Tel. 052 231 11 72, office@agstg.ch

ATRA, via Capelli 28, 6900 Lugano, Tel. 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Schweizer Liga gegen Vivisektion, Postfach 148, 1226 Thônex, Tel. 022 349 73 37, admin@lscv.ch

Tierversuchskommission, die entscheiden soll, ob der Versuch sinnvoll und das Tierleid zu verantworten ist. Er sitzt aber auch im wissenschaftlichen Beirat des Schweizerischen Nationalfonds SNF, der die Gelder zur Finanzierung dieser Affenversuche vergibt. Sogar wenn er bei den Abstimmungen in den Ausstand tritt, so ist doch damit zu rechnen, dass alleine seine Präsenz in den Gremien und die persönliche Bekanntschaft den Entscheid zu seinen Gunsten beeinflussen (2).

Affenversuche für Grundlagenforschung?

Die Verwendung von Affen für Grundlagenforschung ist generell äusserst umstritten.

Der wissenschaftliche Lenkungsausschuss der EU-Kommission (Scientific Steering Committee, SSC) hat bereits im April 2002 gefordert, dass Versuche an Primaten einer ernsthaften, ethischen Prüfung standhalten müssen. Versuche an Primaten müssten sowohl aus wissenschaftlicher, aber auch versuchstierkundlicher und ethischer Sicht beurteilt werden.

Als Bereiche, in denen Primatenversuche unverzichtbar seien, wurden genannt: die Medikamenten- und Impfstoffentwicklung zur Vorbeugung und Heilung von Aids, BSE, Malaria und Grippe.

Die Ethikkommission der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften empfahl deshalb auch, dass Primatenversuche generell einer

gesamtschweizerischen Tierversuchs- und Ethikkommission vorgelegt werden sollten.

Die Forderung nach Transparenz im Tierversuchswesen

Oder: keine Steuergelder mehr für Tierversuche, in die der Steuerzahler keine Einsicht hat



Die Universität Freiburg züchtet Javaneraffen (Macaca fasciculata). Ab drei Jahren werden diese bei Versuchen eingesetzt.

Wenn der Steuerzahler schon Geld gibt für ein so kontroverses und ethisch schwieriges Gebiet wie Tierversuche, dann kann er zumindest verlangen zu erfahren, was mit seinem Geld geschieht. Er hat das Recht zu erfahren, was für Versuche mit seinem Geld genau durchgeführt werden. Er hat auch ein Recht darauf, sich selbst ein Bild darüber zu machen, ob das Leid, das man den Versuchstieren antut, wirklich zu unverzichtbaren Fortschritten führt.

Das Amtsgeheimnis gefährdet die Patientensicherheit

Jeder Versuch, am Tier wie am Menschen, setzt Mensch oder Tier einem gewissen unbekannten Risiko aus. Sowohl der Patient wie auch das Versuchstier haben ein Recht auf maximale Sicherheit und ein minimales gesundheitliches Risiko. Sie dürfen also erwarten, dass alle früheren Erfahrungen mit einem Medikament oder einer Behandlungsmethode veröffentlicht wurden und sich der aktuelle Studienleiter ein umfassendes Bild über das derzeitige Wissen machen konnte. Sie dürfen ebenfalls erwarten, dass die gleiche Studie nicht unwissentlich doppelt durchgeführt wird.

Dies wird aber heute durch das Amtsgeheimnis verhindert!

Dass wir heute noch ein Amtsgeheimnis haben, ist somit ein Skandal!

Erstaunlicherweise wurde er aber bis heute nie von Patientenschützern, Konsumentenschützern oder Politikern thematisiert. Heutzutage ist es praktisch unmöglich, etwas über laufende Tierversuche zu erfahren. Den Behörden werden diese gemeldet, diese Informationen sind aber streng geheim (Amtsgeheimnis).

Nicht einmal Forscher, die gerne erfahren würden, ob ein geplanter Versuch irgendwo sonst in der Schweiz allenfalls schon läuft, dürfen dies erfahren! Nicht einmal Mitglieder der Tierversuchskommission eines Kantons dürfen erfahren, ob ein ähnlicher Versuch in einem anderen Kanton auch geplant ist! Nicht einmal wenn die Tierversuchskommissionsmitglieder einen fragwürdigen Versuch ausgemacht haben, dürfen sie bei Aussenstehenden eine Zweitmeinung einholen, da sie sonst schon wieder das Amtsgeheimnis verletzen!

Die Gefahr der Geheimniskrämerei bei Studien wurde im Bereich der klinischen Forschung (also Forschung am Menschen) längst erkannt. Das **Amtsgeheimnis** für klinische Studien wurde in den letzten Jahren faktisch abgeschafft, da es eine **Gefahr für die Patienten** darstellt!

Ganz im Gegenteil wurden internetbasierte Studienregister angelegt, in denen eine geplante Studie eingetragen werden muss, sofern die Autoren diese publizieren möchten. Und jeder Forscher brennt natürlich darauf, seine Arbeit publiziert zu sehen! Somit ist es nicht mehr möglich, unerwünschte Ergebnisse nicht zu publizieren und unter den Teppich zu kehren, was zum Schaden des Patienten sein könnte.



In den letzten zehn Jahren wurden in Schweizer Labors rund 5'500 Affen eingesetzt und getötet.

In der **klinischen Forschung** wird somit das Gegenteil dessen gefordert, was im Bereich Tierversuche praktiziert wird: Man fordert **totale Transparenz**.

Dabei hat die völlig problemlose Einführung der sogenannten Studienregister in der Humanmedizin längst bewiesen, dass all die befürchteten Szenarien nicht eintreten:

Die Befürchtung, dass durch Ankündigung einer Studie eine andere Forschungsgruppen der ersten zuvorkommen könnten, hat sich als unbegründet erwiesen.

Heutzutage gibt es keinerlei Opposition mehr gegen eine vollständige Transparenz im Bereich der klinischen Studien. Fast alle geplanten Studien werden noch vor Studienbeginn in einem internetbasierten Register eingetragen und jedermann kann dort Einblick nehmen (www.clinicaltrials.gov).

Tierversuchsstatistik verrät wie verzichtbar die unverzichtbaren Tierversuche sind

Oder: 22% der unverzichtbaren Tierversuche sind plötzlich doch verzichtbar...

Um bewilligt zu werden, müssen die Tierexperimentatoren immer nachweisen, dass ihre Versuche von so immenser Bedeutung sind, dass es sogar gerechtfertigt ist, dafür Tiere leiden und sterben zu lassen.

Wenn ihnen dies nicht widerlegt werden kann, so müssen die geplanten Experimente von den behördlichen Kommissionen bewilligt werden.

Nebst vielen anderen guten Gründen für Zweifel an der halben Million „unverzichtbarer“ Tierversuche alleine in der Schweiz kann aber noch ein weiterer Umstand zu denken geben:

Gemäss Tierversuchsstatistik des Jahres 2007 wurden 22% der bereits erteilten Tierversuchsbewilligungen dann aber trotzdem nicht genutzt – dies, obwohl die geplanten Tierversuche ja bis dahin als völlig unverzichtbar dargestellt wurden.....

Zusammenfassend kann man sagen, dass es noch viele Missstände im schweizerischen Tierversuchswesen gibt. Der grösste Missstand, der sogar Patienten gefährdet, ist jedoch mit Sicherheit die fehlende Transparenz im Bereich Tierversuche. Das Amtsgeheimnis muss abgeschafft werden, schon aus Gründen der Patientensicherheit.

Dr Markus Deutsch
Vorstand Arztinnen und Ärzte für
Tierschutz in der Medizin



Postfach 2011, CH 8032 Zürich
T 044 380 08 31 • F 044 422 80 10
vorstand@aerzefuertierschutz.ch • www.aerzefuertierschutz.ch

Note:

(1) Anatomical Changes in Human Motor Cortex and Motor Pathways following Complete Thoracic Spinal Cord Injury' (Cerebral Cortex' January 2009;19:224–232)

(2) Die letzten Jahre hat Prof. Rouiller vom Nationalfond 3.5 Millionen Franken erhalten. Für sein letztes Projekt (Nr. 310030-110005) „Recovery of motor control after cortical lesion and polysensory-motor integration in the primate“ hat ihm der Nationalfond Fr. 1'055'000.-- für die Zeitspanne 2005 - 2010 zur Verfügung gestellt.



Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF)

Ohne Geld keine Tierversuche

Im Gegensatz zu den Pharmaunternehmen, die für ihre Forschung über beträchtliche Mittel verfügen, sind die meisten Wissenschaftler im öffentlichen Bereich auf die finanzielle Unterstützung öffentlicher Einrichtungen, privater Stiftungen und anderer Geldquellen angewiesen.

Zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung erhält der SNF vom Bundesrat jährlich 500 Millionen Schweizer Franken. Rund 7'000 Forscher werden vom SNF jedes Jahr bei ihren Projekten ganz oder teilweise unterstützt. Geforscht wird unter anderem in so unterschiedlichen Bereichen wie Medizin, Philosophie, Humanwissenschaft und Biologie. Der SNF evaluiert die wissenschaftliche Qualität der eingereichten Projekte und gewährt seine finanzielle Unterstützung unabhängig von der jeweiligen politischen Richtung. Aus diesem Grund wurde er 1952 in Form einer privatrechtlichen Stiftung gegründet.



So funktioniert der SNF

Der Stiftungsrat ist das höchste Organ des SNF. Er besteht aus Vertretern von Wissenschaft und Forschung, Bund und Kantonen sowie Wirtschaft und Kultur.

Der Nationale Forschungsrat ist das „Expertenorgan“ des SNF. Ihm gehören rund hundert Wissenschaftler an, die vorwiegend an Schweizer Hochschulen (FH) tätig sind. Es sind hauptsächlich diese Experten die über Projekte und deren Finanzierung entscheiden.

Der Nationale Forschungsrat besteht aus vier Abteilungen:

- Abteilung 1 „Geistes- und Sozialwissenschaften“
- Abteilung 2 „Mathematik, Natur- und Ingenieurwissenschaften“
- Abteilung 3 „Biologie und Medizin“
- Abteilung 4 „Orientierte Forschung“

Der Abteilung 3 „Biologie und Medizin“ gehören rund dreissig Mitglieder an. Diese evaluieren die meisten Projekte, die Tierversuche betreffen. Gelder werden für eine ein- bis dreijährige Dauer zugesagt.



Professor Eric Rouiller und der Genetiker Denis Duboule (nur für das Foto mit dem Kopf in den Wolken) gehören der Division 3 des Schweizerischen Nationalfonds (SNF) zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung an... Erstaunlich, nicht wahr?

► Universität Genf – Eröffnungsvorlesung „In vitro veritas: un système immunitaire dans un tube à essai“ („In vitro veritas: ein Immunsystem im Reagenzglas“), Donnerstag, 5. März 12.30 Uhr, medizinisches Universitätszentrum

Erfolgreiche Einweihung des Lehrstuhls für Alternativmethoden



Infolge des starken Andrangs erwies sich der ursprünglich für die Eröffnungsvorlesung vorgesehene Saal als zu klein. Die Anwesenden wurden deshalb in einem grösseren Auditorium zugewiesen. Wer hätte schon damit gerechnet, dass über 250 Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler sowie Studierende dieser Universität voller Enthusiasmus an der Einweihung des neuen Lehrstuhls für Alternativmethoden teilnehmen würden?

Als die Liga im April 2006 ihre kantonale Initiative „Für die Entwicklung von Alternativmethoden und gegen Missbräuche im Rahmen von Tierversuchen an der Universität Genf“ lancierte, fiel die Reaktion ganz anders aus. Gewisse Professoren wie der Genetiker Denis Duboule liessen sich in der damaligen Presse sogar zu spöttischen Bemerkungen hinreissen. In einer Westschweizer Tageszeitung erklärte dieser gegenüber Alternativmethoden äusserst bestimmt: „An Stofftieren kann man keine Forschung betreiben.“ (!)

Nur drei Jahre später hielt Prof. Carpentier als Dekan der medizinischen Fakultät eine überraschende Einführungsrede. Darin erklärte er, in den wissenschaftlichen Kreisen sei die Zeit gekommen, „umzudenken“ und „sich klar für einen neuen Weg zu engagieren“.

Da stellt sich natürlich die Frage, ob es sich bei den lobenden Worten um eine reine Gefälligkeitsrede handelte oder ob diese ernst gemeint waren. Die Tatsache, dass der Dekan seine Rede akribisch genau vor einer Zuhörerschaft hielt, der verschiedene überraschte Wissenschaftler angehörten, lässt darauf hoffen, dass inzwischen tatsächlich der Wille besteht, sich für diesen „neuen“ Weg zu engagieren. Wie dem auch sei, die Anwesenheit zahlreicher Studierender war jedenfalls erfreulich und ihre Begeisterung ehrlich gemeint. Trotzdem bleibt noch hart dafür zu kämpfen, dass der neue Lehrstuhl von den gesamten Professoren anerkannt wird. Insbesondere ist aber dafür zu sorgen, dass er an anderen Universitäten Nachfolger findet. Diese sollen es den angehenden Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern ermöglichen, zu neuen Forschungsmethoden Zugang zu erhalten und sich von der Vivisektion abwenden zu können. Wer in der medizinischen Forschung eine Karriere in Betracht zieht, kommt derzeit fast nicht um diese Methode herum.

Der Redaktionsvorstand

Eine Zusammenfassung der Eröffnungsvorlesung kann auf der Homepage unserer Website unter der Rubrik „News“ oder direkt in Youtube unter der Adresse <http://www.youtube.com/watch?v=IWSDuSv3dgw> heruntergeladen werden.

Auszug aus der Einführungsrede von Prof. Carpentier, Dekan der medizinischen Fakultät der Universität Genf

„Dieser Lehrstuhl ist in verschiedener Hinsicht bemerkenswert“

„(...) Dieser Lehrstuhl steht für einen wichtigen Eckpfeiler in der Entwicklung des Denkens und der Praktiken in der Welt der Schweizer Wissenschaft. Dies gilt sowohl für den Unterricht als auch die Forschung. Dank diesem Lehrstuhl Doerenkamp-Naef-Zbinden verfügt unsere Fakultät über die Mittel, um eine Vision umzusetzen und Tierversuche in der Forschung und der medizinischen



Praxis zu verringern oder gar zu ersetzen. Sie kann so Alternativen entwickeln, die effizienter und oftmals weniger kostenintensiv sind. Zudem verbinden sie Effizienz und Ethik miteinander.

Dies erfolgt auch über einen Gesinnungswandel. Derartige Änderungen beruhen auf einer neuen Praxis und auf einem innovativen Unterricht, den der Lehrstuhl Doerenkamp-Naef-Zbinden ermöglichen wird. In der Tat dient dieser nicht nur dazu, neue technologische Ansätze zu entwickeln, sondern auch einen Gesinnungswandel herbeizuführen. Dies erfolgt dank einem geeigneten Unterricht sowie täglicher Arbeit und Information (...).“

„In der heutigen Zeit geht es nicht darum, sich zu fragen, ob Tierversuche zu verbieten sind oder nicht, sondern sich mögliche Alternativen zu diesen Methoden vorzustellen“, erklärte Prof. Cosson, Inhaber des neuen Lehrstuhls an der Universität Genf. „Im Rahmen neuer Untersuchungen werden auch weiterhin Wirbeltiere als Forschungsmodelle bevorzugt. Somit müssen neue Werkzeuge für die Grundlagenforschung entwickelt werden, die ohne Tierversuche auskommen und ebenso leistungsfähig oder wenn möglich sogar besser sind.“

► Neue Verordnungen des Bundesamtes für Veterinärwesen - Erfassung der Tierversuche in einer Online-Datenbank und Kontrolle der Herstellung transgener Tiere

Erfreuliches und weniger Erfreuliches

Im Zusammenhang mit der neuen Gesetzgebung im Tierschutzbereich (im September 2008 in Kraft getreten) ist das Bundesamt für Veterinärwesen daran, Verwaltungsverordnungen zu erlassen. Diese ermöglichen es ihm, gewisse bereits bestehende Bestimmungen weiter zu entwickeln und der Gesetzgebung anzupassen, die auf den neu erworbenen Kenntnissen beruht. Am 12. Februar und am 14. April gingen zwei Verordnungen in die Vernehmlassung, zu denen die interessierten Kreise (Wissenschaftler, Verwaltungen und Tierschutz) Stellung nehmen können.

Die erste Verordnung betrifft „**die Versuchstierhaltungen und die Erzeugung gentechnisch veränderter Tiere sowie die Verfahren bei Tierversuchen**“. Auch wenn einige neue Bestimmungen es ermöglichen würden, die Bedingungen bei der Tierhaltung noch mehr zu verbessern, führt der Text recht weit. Trotz der unerträglichen Leiden, welche für die Tiere mit den genetischen Veränderungen verbunden sein können, bestanden bis anhin beispielsweise keine klaren Vorschriften zur Einschränkung der „Herstellung“ transgener Tiere. In Anbetracht dieser Tatsache stellt die neue Verordnung eine echte Verbesserung dar. Derzeit lässt sich nicht abschätzen, wie die Kantone die neuen Bestimmungen umsetzen können. Eine kantonale Verwaltung, die ihre Aufgabe ernst nimmt, oder ein Tierschutzvertreter, der einer kantonalen Kommission angehört und sich wirklich für den Tierschutz einsetzen möchte, wird aber zumindest einen gut verfassten Text zur Verfügung haben, um in den Versuchstierhaltungen seines Kantons für Ordnung zu sorgen.

Bedeutend schlechter sieht die Lage im Zusammenhang mit dem zweiten Gesetzesentwurf – der „**Verordnung über das elektronische Informationssystem zur Verwaltung der Tierversuche (VerTi-V)**“ - aus. Einmal mehr bestätigt das BVET sein Image als verstaubte und undurchsichtige Bundesverwaltung, so dass nichts Gutes zu erwarten ist. Bereits die Erklärungen zum Entwurf lassen das Schlimmste befürchten. In der Tat wurden sämtliche Vorkehrungen

getroffen, damit sich der Datenbank nicht die geringsten Informationen entnehmen lassen. Dabei könnte eine Zentralisierung der Angaben über die Tierversuche, die in der Schweiz durchgeführt werden, eine wertvolle Informationsquelle darstellen. Diese liesse sich beispielsweise von den kantonalen Behörden nutzen, welche die wissenschaftliche Nachhaltigkeit eines Versuchs prüfen müssen, bevor sie diesen bewilligen. Ihnen wird jedoch jeglicher Zugriff zur Datenbank verwehrt! Die Kantone haben lediglich das Recht, Daten zu erfassen. Das BVET, das bis anhin selber für die Erfassung zuständig war, geht aber noch einen Schritt weiter und wird den Vorgang den Kantonen künftig in Rechnung stellen. Ganz offensichtlich wurden die Kantone bei der Erarbeitung des Projekts nicht befragt. Die „üblichen“ Verwaltungswege, die erforderlich sind, um eine kantonale Stellungnahme von verschiedenen Ämtern bestätigen zu lassen, dauern bekanntlich mehrere Wochen. Die äusserst kurz bemessene Vernehmlassungsfrist von zwei Monaten lässt somit darauf schliessen, dass das BVET auf eine minimale Beteiligung der Kantone hofft. Auch im „strategischen Rat“ gehören sie der Minderheit an. Das BVET möchte diesen einberufen, um sich im Zusammenhang mit der Entwicklung der Datenbank „beraten“ zu lassen. Dabei scheute es nicht davor zurück, gleich drei von sechs Sitzen – darunter das Präsidium – für sich in Anspruch zu nehmen.

In Anbetracht des absurden Inhalts haben die meisten Tierschutzverbände den Entwurf der Verordnung stark kritisiert. Mit Hilfe von Pressemitteilungen versuchten wir, auf unsere Forderungen aufmerksam zu machen. Ob unser Vorgehen von Erfolg beschieden sein wird, wissen wir erst in einigen Wochen. Wahrscheinlich wird das BVET aber den Kopf in den Sand strecken und versuchen, den Text unverändert beizubehalten. Damit ist aber nur eine Hürde genommen. Das Bundesrecht plädiert für eine grössere Transparenz im Zusammenhang mit Tierversuchen und wir werden in unseren Bemühungen nicht nachlassen, bis unseren Forderungen stattgegeben wird.

Der Redaktionsvorstand

Womit lässt sich diese mangelnde Transparenz insbesondere im Zusammenhang mit den Tierversuchen begründen, die in den öffentlichen Labors durchgeführt werden?

In ihrer Stellungnahme gegenüber dem BVET wies die Liga insbesondere auf folgende Punkte hin:

Bei einer zielgerichteten Suche ist bereits ein Einblick in die Tierversuche möglich, die an den öffentlichen Instituten (Universitäten, ETH usw.) durchgeführt werden:

1) Schon jetzt liegen äusserst umfassende Informationen zu den Tierversuchen vor, die an den öffentlichen Instituten betrieben werden. Die internen Suchmaschinen der Websites an den Universitäten zeigen rasch, wer wo was gemacht hat. Die meisten Pressemitteilungen dieser Institute liefern weitere Angaben über die angewandten Verfahren und die Anzahl sowie die Arten der verwendeten Tiere.

2) Gemäss eigenen Statistiken finanziert der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der Wissenschaftlichen Forschung (SNF) rund die Hälfte der Tierversuche, die jährlich an den öffentlichen Instituten durchgeführt werden. Seit dem Inkrafttreten der LTRANS im Jahr 2006 liefert die Website des SNF äusserst umfassende Informationen zu jedem Gesuchsteller. Diese reichen von den bewilligten Finanzierungshilfen bis zu abstrakten Angaben über die laufenden Tierversuche.

3) Sogar ohne teuren Zugang zu den verschiedenen Onlinebibliotheken lassen sich den Websites wie Medline viele Informationen über Tierversuche entnehmen, die von zahlreichen Forscherteams an unseren Universitäten durchgeführt werden.

Somit gibt es keinen stichhaltigen Grund, den Zugang zu gewissen Informationen im Zusammenhang mit Tierversuchen einzuschränken:

4) Bei den an den öffentlichen Instituten vorgenommenen Versuchen handelt es sich meist um Projekte der Grundlagenforschung, deren Hauptziel die Veröffentlichung von Resultaten darstellt.

5) Damit ihre Versuche finanziert werden, müssen die Forscher vollständige Informationen an zahlreiche Kollegen weitergeben. Der SNF beispielsweise teilt jedes neue Gesuch den rund dreissig Wissenschaftlern mit, welche der 3. Abteilung angehören. Die meisten von ihnen leiten an den wichtigsten Universitäten unseres Landes Forschungsteams. Um das wissenschaftliche Interesse der Gesuche zu ermitteln, die ihm unterbreitet werden, befragt der SNF auch internationale Experten.

6) Möglich ist die Finanzierung dieser Versuche nur dank öffentlichen Geldern. Jede Bürgerin und jeder Bürger hat deshalb das Recht zu wissen, welche Versuche mit Hilfe der Steuergelder durchgeführt werden. Dies entspricht auch den Zielen der LTRANS.

Den Zugang zu gewissen Informationen im Zusammenhang mit Tierversuchen zu ermöglichen, entspricht auch dem Tierschutzgesetz (TSchG). Erwähnenswert ist dabei insbesondere Art. 17, der eine Beschränkung auf das unerlässliche Mass vorschreibt.

7) Forschungsteams können in verschiedenen Kantonen die gleichen Versuche durchführen, ohne voneinander Kenntnis zu haben. Dies stellt eine Verschwendug von Versuchstieren dar.

8) Forschungsteams können die gleichen Versuche vornehmen und dabei eine unterschiedliche Anzahl Tiere verwenden. Auch dies stellt eine Verschwendug von Versuchstieren dar: In den Jahren 2006 und 2007 wurden Publikationen von Forschungsteams miteinander verglichen, die ähnliche Versuche durchgeführt hatten. In zahlreichen Fällen zeigte sich, dass in gewissen Kantonen weniger Tiere verwendet worden waren. Dies beweist insbesondere Folgendes:

a) In Bezug auf Tierversuche besteht keine Einheitlichkeit.

b) Die Forscher selber wussten nicht, dass die gleichen Versuche mit weniger Tieren durchgeführt werden können.

c) Das BVET verfügt über einen Gesamtüberblick über die in den verschiedenen Kantonen durchgeföhrten Tierversuche. Trotzdem erlässt es weder eine entsprechende Richtlinie, noch sorgt es bei den Kantonen dafür, dass die kleinste notwendige Anzahl Tiere eingesetzt wird (TSchV Art. 137).

9) Die von der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW) und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz (SCNAT) erlassenen „Ethischen Grundsätze und Richtlinien für Tierversuche“ richten sich an alle Wissenschaftler, die in der Schweiz tätig sind.

In Art. 5.3 heisst es:

„Den wissenschaftlich tätigen Personen obliegt die Pflicht, alle erdenklichen Massnahmen zur Beschränkung belastender Tierversuche zu ergreifen und zu unterstützen.“

Art. 5.5 schreibt hingegen vor:

„Sie (Anm. d. Red.: die Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler) bemühen sich um eine grösstmögliche Transparenz in der Information über Tierversuche und

sind (...) bereit, Interessierten Einblick in ihre Versuche und Tierhaltungen zu gewähren.“

Derzeit bestehen keinerlei Massnahmen, um die Umsetzung des im Rahmen dieser Grundsätze und Richtlinien erwünschten Informationsaustauschs zu ermöglichen.

Ausserst aufschlussreich ist diesbezüglich das Beispiel eines Forschungsteam an einer medizinischen Fakultät. Dieses hatte eine Bewilligung für die Finanzierung und Fortsetzung seiner Tierversuche erhalten. Trotzdem stellte das Team seine Versuche vorübergehend ein und liess verlauten:

„Das Forschungsprojekt beruhte auf einem Mausmodell, das in einer sehr guten wissenschaftlichen Zeitschrift beschrieben worden war. Zu unserem grossen Erstaunen ist es uns aber nicht gelungen, dieses Modell im Rahmen der beiden Versuchsserien zu reproduzieren. Im Übrigen haben wir festgestellt, dass die amerikanischen Forscher die veröffentlichten Resultate ebenfalls nicht reproduzieren konnten. Dies bedeutet nicht, dass wir das Projekt aufgeben. In unserer Forschungsarbeit werden wir aber andere Prioritäten festlegen. Hoffentlich können wir so die Situation besser erklären, die Ihr Erstaunen hervorgerufen hat. Auch wir sind erstaunt darüber, dass sich Versuche, die in einer Zeitschrift mit äusserst strenger Verlagspolitik publiziert werden, nicht oder nur schwerlich reproduzieren lassen.“

Weder das Forschungsteam noch die Schweizer Universität, an der die entsprechenden Versuche durchgeführt worden waren, hatten der wissenschaftlichen Gemeinschaft mitgeteilt, dass das beschriebene Modell nicht reproduziert werden kann. Somit lässt sich nicht ausschliessen, dass ein weiteres Forschungsteam für die gleichen vergleichbaren Versuche Tiere opfert.

Insbesondere aus den Gründen, die unter Punkt 7,8 und 9 erwähnt werden, sollten die Kantone und kantonalen Kommissionen deshalb stets Zugang zu sämtlichen Daten im Zusammenhang mit Tierversuchen haben.

Aus den gleichen Gründen sollte die Öffentlichkeit freien Zugang zu den Daten im Zusammenhang mit Projekten haben, die an den öffentlichen Instituten lanciert werden. Dasselbe gilt für Daten im Zusammenhang mit Versuchen, bei denen die Toxizität oder die Nebenwirkungen von Substanzen oder Medikamenten evaluiert werden.

Mehr Transparenz bezüglich Tierversuche in Schweizer Laboratorien

Zu der Vernehmlassung über die «Verordnung über das elektronische Informationssystem zur Verwaltung der Tierversuche» (VerTi-V) (1) konnte bis am 14. April 2009 Stellung genommen werden. In ihrer Stellungnahme fordern **Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Schweizer Liga gegen Vivisektion, Stiftung für das Tier im Recht** und der **Zürcher Tierschutz** vom Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) mehr Transparenz bezüglich der Tierversuche die in Schweizer Laboratorien durchgeführt werden.

Mehr Transparenz für Behörden und kantonale Kommissionen

Im Rahmen eines zentralisierten Informationssystems möchte das BVET sämtliche Daten im Zusammenhang mit Tierversuchen erfassen, die in der Schweiz durchgeführt werden. Das Bundesamt sieht aber keinerlei Möglichkeit zu einem Informationsaustausch zwischen den Kantonen vor. Trotzdem besteht ein grosses Interesse daran, dass die Kantone gegenseitig Daten austauschen und sich eine Gesamtübersicht über die Tierversuche in unser Land verschaffen können.

Mehr Transparenz bezüglich der Versuche in öffentlichen Laboratorien

Diese hauptsächlich an Universitäten und Eidgenössischen Technischen Hochschulen durchgeföhrten Versuche machen ungefähr ein Drittel aller Tierversuche in der Schweiz aus. Es ist inakzeptabel, dass Projekte, die weder direkt zu klinischen Anwendungen führen, noch einen strengen Schutz wissenschaftlicher Daten rechtfertigen, immer noch in aller Heimlichkeit in unseren Labors durchgeföhr werden können. Wie die meisten kantonalen Gesetze ermöglicht auch das Bundesgesetz über das Öffentlichkeitsprinzip der Verwaltung (Öffentlichkeitsgesetz, BGÖ) eine grössere Transparenz. Da die Versuche hauptsächlich mit öffentlichen Geldern finanziert werden, sollen die Steuerzahler wissen, welche Versuche mit ihren Beiträgen durchgeföhr werden. Insbesondere im Hinblick auf die Leiden der Tiere sollen sie sich auch vergewissern können, ob die Experimente wissenschaftlich begründet sind.

Die Pressemitteilungen können auf der Website der Liga unter folgender Adresse eingesehen werden: www.lscv.ch/news/verti-v.html

(I) Der Verordnungsentwurf in Kürze:

Die Verordnung soll dazu dienen, den Betrieb eines Informationssystems zur Verwaltung von Tierversuchen zu regeln. Mit Hilfe dieses Informationssystems sollen insbesondere die Daten verarbeitet werden, die Bund, Kantone und Forschungsinstitute benötigen, um Bewilligungen für Tierversuche und Versuchstierhaltungen zu verwalten (Art. 2). Das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) wird für die Erarbeitung und den Betrieb des Informationssystems zuständig sein (Art. 3). Das Informationssystem wird die von den Kantonen gesammelten Daten enthalten. Es handelt sich dabei um Tierversuchsanträge, Berichte sowie allfällige Fragen und Antworten im Zusammenhang mit dem Bewilligungsverfahren und der Aufsicht über Tierversuche und Versuchstierhaltungen (Art. 9).

Online-Zugang zu weiteren Daten (Art. 12):

- Die Forscher erhalten Zugang zu Daten, die sie selber erfasst haben, und zu solchen, welche ihnen die kantonale Behörde liefert.
- Die Mitarbeitenden der kantonalen Behörden erhalten Zugang zu Daten, die sie selber erfasst haben, und zu solchen, die ihre Verwaltungseinheit gesammelt hat.
- Die Mitglieder der kantonalen Tierversuchskommission erhalten Zugang zu Daten, die sie selber erfasst haben, und zu solchen ihrer Kommission.

Schlachthofbesuche

Können Sie sich vorstellen, an einem schönen Sonntagnachmittag ein Billet zu erstehen, um in einem Schlachthof genussvoll zuzusehen, wie Schlächter Stiere quälen bevor sie sie umbringen? Wohl kaum. Und doch tun genau das Tausende von Touristen, die ihre Ferien im Süden von Frankreich, in Spanien oder Portugal verbringen: Schlächtereien, die dort Corrida genannt werden, und die Schlächter Picador oder Matador. Die meisten Fleischkonsumenten wollen nicht wissen, wie das Tier, das sie verzehren, umgebracht wurde; doch dieselben Personen können sich freudig erwartend in die Arena drängen, um dem blutigen Schauspiel Corrida beizuwohnen. Warum dieses Paradox? «Nichts ist einfacher, als diesen Spektakel zu organisieren. Man stecke irgendeinen «Menschen» in ein von Strass- und Pailletten übersätes Kostüm, pflanze diesen Typ in gleissender Sonne, auf weissen Sand, in die Mitte der Arena, umstelle ihn mit Handlangern, zu Fuss oder zu Pferd, alle überladen mit grellfarbenen Bändern, Zotteln, und anderem Firlefanz, lasse von einer Blechmusik dazu noch «Carmen» spielen - dermassen inzeniert kann ein Wettfressen von Blutwürtsten, oder eine Zahnxtraktion, «schön» erscheinen...» (Cavanna)

Jeder Tourist, der einen Eintritt in eine Arena bezahlt, und sei es auch nur einmal, macht sich für das Weiterbestehen dieser Tiermassaker mitschuldig, denn ohne das Geld der Touristen können die Arenas nicht betrieben werden. Wir fordern deshalb unsere Leser auf, die Arenas konsequent zu meiden, ebenso Läden, welche Stierkämpfe in irgend einer Weise verherrlichen.

Susanne Wachtl



Protokoll der Generalversammlung 2009 der und für die Rechte des Tieres vom 28. März 2009 in Thônex, Genf

Eröffnung der Sitzung um 14.00 Uhr

Anwesende Vorstandsmitglieder: Sylvie BENOÎT, Luc FOURNIER (Vizepräsident), Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Maxime MORET (Präsident), Egon NAEF, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Marina ZUMKELLER (Rechnungsführerin)

Abwesende oder entschuldigte Mitglieder: Emmanuel BROILLET, Ruth MULLER.

Traktandenliste

1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht 2008 des Präsidenten
3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüferinnen
4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte
5. Wahl der beiden Rechnungsprüferinnen
6. Aufnahmen / Austritte
7. Varia

Eröffnung der Generalversammlung

Der Präsident eröffnet die Sitzung und dankt den Mitgliedern für ihr Erscheinen. Er gibt die ordnungsgemäße Einberufung der Generalversammlung gemäss Artikel 60 des Zivilgesetzbuches und den Statuten der Liga bekannt. Da kein schriftlicher Antrag beim Vorstand eingereicht wurde, kann die Generalversammlung gemäss der Traktandenliste stattfinden.

1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung

Da die anwesenden Mitglieder das Protokoll in der Juniausgabe 2008 zur Kenntnis genommen haben, wird dieses nicht mehr vorgelesen und angenommen.

2. Bericht 2008 des Präsidenten

Der Präsident macht einige Ergänzungen zum Tätigkeitsbericht, der in der Märzausgabe 2009 der Zeitung veröffentlicht wurde:

Am 1. September 2008 traten das Tierschutzgesetz und seine neue Verordnung in Kraft. Trotz einigen Verbesserungen, die sich für die Tiere daraus ergeben, steht noch viel Arbeit an. Im Tierschutzbereich befinden sich mehrere Verordnungen in der Vernehmlassung, die bestimmte Gesetzesartikel besser umschreiben sollten. Zusammen mit anderen Tierschutzverbänden setzt sich die Liga dafür ein, dass unseren Forderungen mehr Gewicht verliehen wird.

Unsere Pressekampagnen und die Plakataktionen in der Schweiz sind gut verlaufen und auf positives Echo gestossen. Gleichzeitig zu unserer Plakatkampagne gegen das Pelztragen hat die Liga, die in gewissen Zeitschriften und Magazinen über Vorzugstarife verfügt, auch ganzseitige Inserate publiziert. Auf diese Weise möchte sie die Entwicklung neuer Alternativmethoden oder die Verwendung von Kosmetika unterstützen, die nicht an Tieren getestet werden. Der Informations- und Aktionstag „ZUGETIVE“ gegen Tierversuche, der in Zusammenarbeit mit AGSTG und ATRA in Bern durchgeführt wurde, stellte einen grossen Erfolg dar. Künftig ist es gut möglich, dass dieser als Wanderveranstaltung jährlich in der ganzen Schweiz durchgeführt wird. Für die zweite Ausgabe steht das Datum bereits fest – diese wird am 19. September 2009 in Freiburg stattfinden. Im Jahr 2010 wird wahrscheinlich Basel als Veranstaltungsort folgen.

Schliesslich dankte der Präsident Egon Naef ganz herzlich für die Arbeit, die er bis anhin geleistet hat. Diese ermöglichte es, an der Universität Genf einen Lehrstuhl für Alternativmethoden zu schaffen.

Der Bericht des Präsidenten wird zur Abstimmung vorgelegt und einstimmig angenommen.

3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüferinnen

4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte

Marina Zumkeller liest ihren Bericht und fügt hinzu, die Treuhandgesellschaft, welche die Buchhaltung der Liga kontrolliere und abschliesse, leiste diese Aufgabe das letzte Mal. Das Unternehmen stellt seinen Betrieb ein. Die Rechnungsführerin dankt François Cochet, Geschäftsführer der Firma MEF, für seine langjährige Arbeit. Bezuglich der Jahresrechnung weist sie auf die 35% Verrechnungssteuer hin, die von den Zinsen noch ausstehen.

Die Liga muss zwei Einzahlungsscheine mit verschiedenen Kontennummern

Schweizer Liga gegen Vivisektion

verwenden, wobei sämtliche Beträge der gleichen Kasse zugeschrieben werden. Der Versand von Glückwunschkarten stösst immer noch auf reges Interesse und sorgt für regelmässige Einnahmen in ansehnlicher Höhe. Monatlich freut sich die Liga im Schnitt über rund hundert weitere Mitglieder.

Nach mehreren Jahren mit Einnahmenüberschüssen hat die Liga 2008 ein Defizit von CHF 65'000.- zu verzeichnen. Dies ist auf zahlreiche Projekte zurückzuführen, an denen sie sich beteiligt. So finanziert die Liga mehrere wissenschaftliche Projekte zur Aufhebung von Tiersuchen in der Forschung. Daneben unterstützt sie Tierheime in Not, führt Kastrations- und Sterilisierungskampagnen an streunenden Katzen sowie Plakatkampagnen durch, unterstützt den Lehrstuhl für Alternativmethoden an der Universität Genf usw. Da zu den beiden Berichten (siehe Bericht 2008 der Rechnungsführerin und Bericht 2008 der Rechnungsprüferinnen) keine Fragen gestellt werden, schlägt der Präsident vor, diese anzunehmen. Die Anwesenden folgen dem Vorschlag einstimmig.

5. Wahl der beiden Rechnungsprüferinnen

Anne Perzoff und Laurianne Nicoulin stellen sich erneut als Rechnungsprüferinnen zur Verfügung. Die Wahl erfolgt einstimmig.

6. Aufnahmen / Austritte

Der Präsident teilt mit, Claudine Wehrli sei auf Ende Jahr aus dem Vorstand ausgetreten. Er lanciert einen Appell an sämtliche Mitglieder, die dem Vorstand beitreten möchten, sich im Büro der Liga zu melden.

7. Varia

Der Präsident erteilt den Anwesenden das Wort.

Marina Zumkeller möchte wissen, warum Maja Schmid als Sekretärin der Liga de facto nicht ebenfalls dem Vorstand angehört. Der Präsident antwortet, Maja leiste für die Liga bereits sehr viel Arbeit, ohne ihren Aufwand in Stunden zu bemessen. Soweit er wisst, habe sie nie den Wunsch geäussert, dem Vorstand anzugehören. Die Anwesende bestätigt dies. Der Präsident weist auch darauf hin, dass Mitglieder, die dem Vorstand angehören möchten, genügend Zeit haben sollten, um sich an Aktionen der Liga zu beteiligen. Bei dieser Gelegenheit dankt er Michèle Loisel, die am Editorial der Zeitschrift mitarbeitet. Nach Aussage des Präsidenten funktioniert die Zusammenarbeit mit dem Büro seit mehreren Jahren perfekt.

Ein Mitglied möchte wissen, ob wir Prospekte und Anzeigen von Dr. Anderegg erhalten. Als Antwort wird erklärt, die Liga sei grundsätzlich gegenüber allen Aktionen gegen die Vivisektion positiv eingestellt. Sie habe aber seit mehreren Jahren den Kontakt zu Dr. Anderegg eingestellt, da dieser einen Teil seiner Zeit dazu aufwende, andere Tierschutzverbände schlecht zu machen. So etwas sei äusserst bedauernswert. Zudem arbeitet die Liga mit sämtlichen Verbänden zusammen, die Dr. Anderegg auf seiner „schwarzen Liste“ der Tierschutzorganisationen aufgeführt hat. Auf seiner Website beschuldigt er diese, „Alternativmethoden“ zu fördern und/oder zu unterstützen, die Tiersuchen gleichgestellt sind“. Zu den zwölf Organisationen gehören natürlich die Liga, aber auch ATRA, der Schweizer Tierschutz STS, die Société vaudoise pour la protection des animaux SVPA, VETO, der Zürcher Tierschutz, Animalfree Research, der Tierschutzbund, die Stiftung für das Tier im Recht sowie die Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin.

Da kein weiteres Mitglied das Wort ergreifen möchte und sämtliche Traktanden behandelt wurden, hebt der Präsident die Sitzung auf. Er lädt die Anwesenden zu einem kleinen Apéro ein.

Bericht 2008 der Rechnungsführerin

Sehr geehrte Damen und Herren

In unserer Ausgabe Nr. 23 vom März 2009 haben wir Sie ausführlich über unsere Aktionen im Jahr 2008 informiert. Auf Wiederholungen soll an dieser Stelle verzichtet werden. Für diejenigen, welche die Zeitung nicht gelesen haben, liegen am Saaleingang einige Exemplare bereit.

Einmal mehr danken wir der Treuhandgesellschaft MEF für ihre tolle Arbeit. Unser Dank richtet sich auch an Anne Perzoff und Laurianne Nicoulin, die sämtliche Buchhaltungsbelege 2008 der Liga geprüft und unsere Jahresrechnung am 28. März 2009 gutgeheissen haben.

Trotz der Treue unserer Mitglieder und Spender haben wir für 2008 ein Defizit von CHF 65'798.61 zu verzeichnen. Wie wir in der erwähnten Ausgabe unserer Zeitung ausführlich erklärt haben, ist ein Grossteil unserer Ausgaben auf die Schaffung eines Lehrstuhls für Alternativmethoden an der Universität Genf zurückzuführen. Andere Aktionen werden weitergeführt, um unser Endziel zu erreichen: die Vivisektion abzuschaffen und dem damit verbundenen Horror ein Ende zu bereiten. Wie bis anhin führen wir Kampagnen gegen das Pelztragen durch. Die entsprechenden Plakate haben Sie sicher gesehen! Fortgesetzt werden auch die Sterilisierung streunender Katzen sowie die Unterstützung von Schweizer Tierheimen in Not. Leider werden noch immer zahlreiche Tiere ausgesetzt oder misshandelt. Ihre Spenden werden mit Sicherheit bestmöglich genutzt.

Leider können wir immer mehr Einzahlungsscheine fast nicht entziffern. Adressen sind unvollständig, Beträge verwischt und Schriften nahezu unleserlich. Wir verlieren viel Zeit und infolgedessen Geld mit Nachforschungen, um Ihre Einzahlungen in unserer Buchhaltung und auf unseren Mitgliederkarten einzutragen. Für eine etwas grössere Sorgfalt in diesem Zusammenhang wären wir Ihnen sehr dankbar.

Im Namen unserer Freunde – der Tiere – möchten wir Ihnen unsere Anerkennung ausdrücken. Wir danken Ihnen ganz herzlich!

Erstellt in Genf, am 28. März 2009
Marina Zumkeller, Rechnungsführerin

Bericht der Rechnungsprüferinnen 2008

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir hattendie Aufgabe,die auf den 31. Dezember 2008 abgeschlossene BILANZ sowie die GEWINN- UND VERLUSTRECHNUNG zu prüfen.

Anhand von zahlreichen Rechnungsunterlagen prüften wir auch die Buchhaltung der SCHWEIZER LIGA GEGEN VIVISEKTION und für die Rechte des Tieres, Ch. des Arcs-en-Ciel, 1226 THONEX und stellten deren Übereinstimmung mit den ordnungsgemäss geführten Rechnungsbüchern fest.

Zum Abschluss unserer Prüfung empfehlen wir Ihnen die vorgelegte Rechnung zur Annahme. Die Gewinn- und Verlustrechnung des Geschäftsjahrs 2008 schliesst mit einem Defizit von CHF 65'798.61 ab.

Die Rechnungsprüferinnen:
Anne PERZOFF, Laurianne NICOULIN
Thônex, 28. März 2009

Editoriale

Cari Soci, Care amiche e Cari amici della Lega,

Come indicato qui appresso, la seconda edizione di ZUGETIVE si svolgerà il 19 settembre prossimo a Friborgo. La scelta di questa città non è casuale. Infatti la sua Università sostiene e finanzia da molti anni esperimenti svolti su scimmie, parte delle quali sono peraltro allevate direttamente nello stabulario dell'Università fino all'età di tre anni, per poi essere utilizzate negli esperimenti ed uccise.

Tranne per i primati utilizzati nelle industrie farmaceutiche basilesi, Friborgo e Zurigo sono gli unici due cantoni a praticare esperimenti su questi animali principalmente per la ricerca fondamentale, ossia esperimenti che non sono volti alla messa a punto di nuovi farmaci. Si tratta pertanto di emettere un'ipotesi scientifica e pubblicarne il risultato. Ogni anno, migliaia di pubblicazioni a cura degli ambienti scientifici, vengono ad aggiungersi alla massa di pubblicazioni già esistenti, ipotizzando che i loro dati possano consentire, un giorno, « un nuovo approccio terapeutico ».

Tre anni fa, due serie di esperimenti svolti su scimmie presso il Politecnico Federale di Zurigo e finanziati per Fr. 4,5 milioni dal denaro pubblico dell'FNS, avevano suscitato numerose critiche dopo essere stati denunciati dai media. Nel primo esperimento, scimmie sulle quali erano stati provocati disturbi dell'equilibrio erano legate su una sedia di contenzione che effettuava rapidi movimenti rotativi in un locale completamente buio. È facile immaginare il terrore degli animali sottoposti a questo trattamento. Nel secondo esperimento, per studiare lo stato depressivo nei bambini orfani, dei bebé scimmia che urlavano di terrore erano strappati via dalle braccia della madre ed isolati in un altro locale per osservarne le reazioni.

Il primo interrogativo che ci viene in mente è: come è possibile che individui dotati di un minimo di coscienza possano dedicarsi ad esperimenti così orribili ?

Gli esperimenti attualmente svolti a Friborgo sulle lesioni al midollo spinale, pur non essendo paragonabili ai due esempi sopracitati, fanno capo allo stesso ragionamento addotto per giustificarli: trovare informazioni per capire meglio certi fenomeni « alfine eventualmente di sboccare su un nuovo approccio terapeutico ».

La realtà è che questi esperimenti rallentano la ricerca medica. Nel caso degli esperimenti friborghesi, sono già 15 anni ormai che sono iniziati e sono già costati milioni di franchi ai contribuenti. Eppure gli scienziati avevano annunciato l'avviamento degli studi clinici nel 2006, ed i primi risultati promettenti per il 2007. Dopo aver destato tante speranze nei pazienti inchiodati in carrozzella, a che punto siamo oggi?

E se i milioni spesi finora fossero stati investiti nello sviluppo di modelli di ricerca da trasporre direttamente all'umano, a che punto sarebbe la ricerca per curare la tetraplegia ?

Non lo sapremo nemmeno questa volta dato che la sperimentazione animale ha monopolizzato tutti i finanziamenti pubblici attribuiti alla ricerca medica. Venite numerosi a dire di NO alla sperimentazione animale il 19 settembre. Solo se saremo numerosi riusciremo a farci sentire e potremo far cambiare le cose. In vista della nostra manifestazione, abbiamo lanciato una petizione « No agli esperimenti sulle scimmie all'Università di Friborgo ». Questa petizione è pubblicata a pagina 24. Vi invitiamo fin d'ora a firmarla e farla firmare intorno a voi ed a rinviarcela entro il 10 settembre 2009. Ogni firma conta! Grazie!

Vi auguriamo una bella estate e vi inviamo i nostri saluti più calorosi.

Il Comitato

2a edizione della nostra giornata di azioni ed informazione contro la sperimentazione animale

ZUGETIVE 2009

La seconda edizione di ZUGETIVE « Insieme contro la sperimentazione animale » (**Zusammen gegen Tierversuche**), organizzata in collaborazione con l'ATRA e l'AGSTG, si svolgerà a Friborgo sabato 19 settembre 2009, sulla Place Georges-Python nel centro della città.

Come l'anno scorso, una tenda centrale accoglierà le principali attività tra le 10 e le 18. Un bar e piatti vegan saranno messi a disposizione del pubblico. Nel primo pomeriggio, si svolgerà una manifestazione attraverso le strade della città di Friborgo.



Il programma definitivo con gli orari di conferenze, attività e proiezioni sarà prossimamente messo online sul sito www.zugetive.ch. Sarà inoltre pubblicato sul nostro prossimo giornale che uscirà il 7 settembre prossimo.

► Un nuovo studio scientifico dimostra l'inutilità degli esperimenti praticati su scimmie a Friborgo

Inconvenienti attuali della sperimentazione animale da un punto di vista medico

segue da p. 1

Gli scienziati di Friborgo avevano cercato di sondare i processi intervenendo a livello delle vie nervose, tra il cervello ed il midollo spinale quando quest'ultimo era lesionato. Per questo studio, avevano sezionato una parte del midollo spinale delle scimmie all'altezza del collo, ammazzato tutti gli animali ed esaminato al microscopio se le vie nervose tra il cervello ed il midollo spinale erano state danneggiate.

Avvalendosi di una tecnica di imaging simile alla tomografia su computer, gli scienziati australiani (1) hanno studiato la stessa problematica ma su pazienti umani che avevano subito lesioni paragonabili.

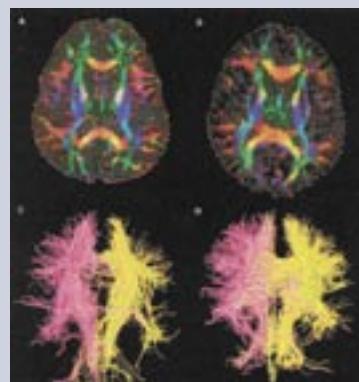
Questo metodo di ricerca presenta innumerevoli vantaggi:

- è inutile paralizzare scimmie per poi ucciderle;
- si ottiene un risultato direttamente trasferibile all'uomo, il che significa che si eliminano i rischi inerenti ad un'interpretazione per l'uomo a partire da risultati ottenuti sulla scimmia;
- si lavora su lesioni reali in pazienti reali e non su lesioni artificiali. Un'incisione effettuata con uno scalpello presenta differenze fondamentali rispetto a ferite umane reali, che sono piuttosto ferite dette contuse e lacerate.

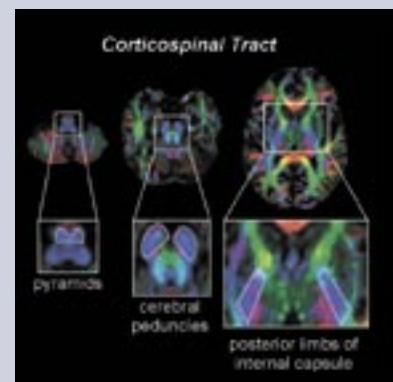
Il denaro pubblico finanzia esperimenti discutibili sulle scimmie

Questo esempio concreto ci permette di affermare che Friborgo autorizza esperimenti discutibili per diversi motivi:

- si trattava di esperimenti per la ricerca fondamentale, il che significa che non ci si aspettava un'applicazione concreta dei



Avevamo mostrato questa foto nel corso di una conferenza stampa nel febbraio 2006 per illustrare le possibilità di svolgere ricerche sulle vie nervose anche sull'uomo.



Queste foto sono tratte dallo studio australiano del 2009. Dimostrano che quanto sostenevamo può effettivamente essere realizzato e conferma ciò che avevamo presentato ai media nel corso della nostra conferenza stampa organizzata con la consigliera nazionale Marty-Kälin e la Protezione Svizzera degli Animali.



Autorità di controllo inefficaci

Di fatto, constatiamo che **il controllo delle autorità ha fallito. E questa constatazione si applica anche al Fondo nazionale svizzero**.

Ne avevamo già avuto un altro esempio con gli esperimenti svolti a Zurigo su scimmiette (uistiti). Questi giovani animali erano resi depressivi per via della separazione forzata dalla madre, con l'intento di utilizzarli come modello per malattie psichiatriche. Questi esperimenti avevano ricevuto l'autorizzazione di tutte le autorità ed erano finanziati con il denaro dei contribuenti tramite l'FNS.

Questi esperimenti sono stati poi sospesi in seguito alla raccomandazione della Commissione federale di etica per la biotecnologia nella sfera non umana e della Commissione federale per gli esperimenti su animali.

Pressioni nell'attribuzione dei finanziamenti e delle autorizzazioni

Un altro oggetto di riflessione per quanto riguarda gli esperimenti effettuati sulle scimmie a Friborgo:

Il professor Rouiller, responsabile scientifico di questi esperimenti, fa parte anche della

IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette:** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.— **CCP 12-2745-6** **L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00:** **Permanenza in francese:** da lunedì a venerdì. **Permanenza in tedesco:** lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina. **Permanenza in italiano:** martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.



Zusammen gegen Tierversuche! Insieme contro la vivisezione! Ensemble contre l'expérimentation animale!

www.zugetive.ch

PETIZIONE – NO AGLI ESPERIMENTI SULLE SCIMMIE ALL'UNIVERSITÀ DI FRIBURGO

Sezione del midollo spinale per alcune scimmie, impianto di elettrodi nel cervello ed esperimenti di privazione per delle altre : da molti anni l'Università di Friburgo alleva e acquista delle scimmie per effettuare vari esperimenti. Nella maggior parte dei casi, questi progetti di ricerca fondamentale hanno l'unico obiettivo di mettere a punto nuovi farmaci.

Questi esperimenti sulle scimmie sono già costati ai contribuenti alcuni **milioni di franchi**, senza contare gli importanti mezzi messi a disposizione dall'Università di Friburgo. È ora di finirla con questi esperimenti !

I firmatari della petizione chiedono alle autorità del Cantone di Friburgo di negare alla suddetta Università l'autorizzazione a partecipare e a finanziare esperimenti sulle scimmie.

L'Università deve incoraggiare lo sviluppo di nuovi metodi sostitutivi come i modelli cellulari, tissutali o bioinformatici e sostituire gli esperimenti su animali con dei metodi di ricerca medica più etici e più scientifici.

	Cognome, Nome	Indirizzo	Firma
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

La petizione deve essere rinviate al più tardi entro il 10 settembre 2009

Le petizioni saranno consegnate alle autorità friborghesi mercoledì 16 settembre 2009

La seconda edizione di ZUGETIVE « Insieme contro la vivisezione » (Zusammen gegen Tierversuche), organizzata da AG STG, ATRA e LSCV si svolgerà a Friburgo sabato 19 settembre 2009, Place Georges-Python dalle 10.00 alle 18.00. Durante questa « giornata d'azione e informazione sulla vivisezione », nel tendone principale verrà allestita una mostra sugli esperimenti effettuati sulle scimmie a Zurigo e a Friburgo. Conferenze, proiezioni di filmati e stand completeranno l'offerta informativa sulla vivisezione in generale e sui metodi scientifici, attualmente a disposizione, che permettono di sostituirla (modelli cellulari, tissutali, bioinformatici ecc).

Altre informazioni saranno disponibili da luglio al seguente indirizzo: www.zugetive.ch

Per il rinvio delle petizioni o per ottenere dei fogli supplementari :

AG STG : Brisiweg 34, 8400 Winterthur, T : 052 231 11 72, office@agstg.ch

ATRA : via Capelli 28, 6900 Lugano, T : 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Ligue Suisse contre la vivisection : CP 148, 1226 Thônex, T : 022 349 73 37, admin@lscv.ch

commissione incaricata di valutare la fondatezza di questi stessi esperimenti a fronte delle sofferenze che faranno subire agli animali. Fa parte inoltre del comitato scientifico (divisione 3) dell'FNS il quale gli concede regolarmente parte dei fondi che gli consentono di finanziare gli esperimenti svolti da lui stesso! Anche se questo professore si ricusa al momento del voto sul finanziamento degli esperimenti che lui stesso intende effettuare, è lecito pensare che la sua sola presenza in seno a questo organo decisionale ed i suoi legami personali con gli altri membri della Divisione 3 influiscano sulle decisioni in maniera a lui favorevole (2).

Esperimenti su scimmie per la ricerca fondamentale?

L'utilizzazione delle scimmie per la ricerca fondamentale è generalmente molto contestata. Il Comitato scientifico direttivo (CSD) della commissione dell'UE aveva formulato l'esigenza già nel 2002 che le prove su primati siano sottoposte ad una seria disamina etica. Chiedeva che la valutazione degli esperimenti sui primati prendesse in conto sia il risvolto etico che l'interesse scientifico di una domanda.

Gli esperimenti sui primati sono stati ritenuti inevitabili nei seguenti campi: sviluppo di vaccini e farmaci per prevenire e guarire Aids, ESB, malaria ed influenza.

Successivamente, anche la commissione d'etica dell'Accademia svizzera delle scienze mediche ha raccomandato che gli

esperimenti sui primati siano presentati ad una commissione nazionale di sperimentazione animale ed etica.

Maggiore trasparenza nella sperimentazione animale

Il denaro pubblico non deve più finanziare esperimenti sui quali il contribuente non ha alcun diritto di controllo.



L'Università di Friburgo alleva macachi di Giava (macaca fascicularis). Le scimmie sono utilizzate a partire dall'età di tre anni.

Se un contribuente finanzia un settore eticamente discutibile e controverso come la sperimentazione animale, deve almeno sapere dove va a finire il suo denaro. Ha diritto di conoscere con precisione il genere di esperimenti svolti, se le sofferenze inflitte agli animali sono veramente utili e se consentono reali progressi per la ricerca medica.



Durante questi ultimi dieci anni, nei laboratori in Svizzera sono state utilizzate ed uccise 5'500 scimmie.

La società decide esperimenti su animali senza alcun diritto di controllo

In ultima analisi la società nel suo insieme decide del numero di esperimenti praticati sugli animali e delle sofferenze che possono provocare. Ed è ancora una volta la società che ne determina i limiti in leggi ed ordinanze.

La popolazione svizzera dice, praticamente all'unanimità, di non voler che si utilizzino cani e che si pratichi la vivisezione - che consiste nell'operare incisioni su un animale senza anestesia. Ma se la società può decidere quali esperimenti sugli animali sono accettabili, deve anche potersi fare un'idea di quanto viene fatto oggi. Ma questo è impossibile!

Il segreto professionale mette in pericolo la sicurezza dei pazienti umani

Ogni studio condotto su un animale o su un uomo lo espone ad un possibile rischio sconosciuto. Ma tanto il paziente che l'animale hanno diritto alla massima sicurezza ed al rischio minimo per la loro salute. Devono potersi aspettare che gli esperimenti svolti precedentemente con un farmaco o un metodo di cura siano stati pubblicati e che lo scienziato che avvia uno studio ne abbia potuto prendere visione. Devono anche potersi aspettare che lo studio che sarà svolto non sarà un doppione per ignoranza di quanto già fatto.

Ebbene, il segreto professionale oggi è un ostacolo a tutte queste aspettative ed è scandaloso che sia ancora una realtà oggi giorno!

Sorprendentemente, questo argomento non è ancora stato

dibattuto né negli ambienti sensibili alla protezione dei pazienti o alla protezione dei consumatori né dagli ambienti politici. Attualmente, è praticamente impossibile sapere qualcosa sulle sperimentazioni animali in corso. Sono dichiarate alle autorità ma queste informazioni sono tenute segrete (segreto d'ufficio).

Persino uno scienziato che volesse sapere se un esperimento previsto è già in corso altrove in Svizzera non ha accesso a questa informazione! E nemmeno i membri di una commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali possono sapere se un esperimento simile è in corso in un altro cantone! E se i membri di una commissione ritengono contestabile un esperimento presentato da uno studioso, non possono chiedere un secondo parere presso uno specialista esterno alla loro commissione in quanto così facendo violerebbero il famoso segreto d'ufficio!

Eppure già da tempo si è riconosciuto il pericolo del culto del segreto per gli studi di ricerca clinica (tra cui la ricerca sull'uomo). Il segreto d'ufficio applicato agli studi clinici è stato pertanto abolito negli ultimi anni in quanto costituisce **un pericolo per i pazienti!**

Sono persino stati allestiti registri di studi su Internet in cui è indispensabile iscrivere uno studio previsto, nella misura in cui gli autori intendono pubblicarlo successivamente. E poiché ogni ricercatore desidera ardentemente che il suo lavoro

venga pubblicato, non è più possibile non pubblicare risultati non voluti per nasconderli, in quanto questa pratica potrebbe nuocere al paziente.

La **ricerca clinica** esige pertanto il contrario di quanto viene fatto in materia di esperimenti sugli animali: esige una **trasparenza totale**.

In questo contesto, il lancio senza difficoltà del registro degli studi di medicina umana ha dimostrato da tempo che tutti gli scenari temuti non si sono verificati: il timore che con l'annuncio di un nuovo studio altri gruppi di ricerca lo precedessero, si è rivelato del tutto infondato.

Oggi più nessuno si oppone ad una trasparenza totale in materia di studi clinici. Peraltro, quasi tutti gli studi previsti sono iscritti in un registro ancor prima di essere avviati, e ciascuno può accedervi consultando il sito Internet www.clinicaltrials.gov.

Statistiche sugli esperimenti sugli animali che dimostrano che si può fare a meno... di indispensabili esperimenti sugli animali

Perchè esperimenti su animali siano autorizzati in Svizzera, i ricercatori devono dimostrare che la loro importanza è tale da giustificare di far soffrire e morire degli animali. Pertanto, se non si può contestare l'obiettivo scientifico di tali esperimenti, devono essere accettati dalle commissioni e dalle autorità cantonali.

Ma oltre a fondati motivi di dubitare che l'utilizzazione in Svizzera di oltre mezzo milione di animali ogni anno sia veramente indispensabile, un'altra realtà è materia di riflessione:

Stando alle ultime statistiche relative agli esperimenti sugli animali, il 22% delle autorizzazioni di sperimentazioni animali già rilasciate non sono state utilizzate, allorchè questi stessi esperimenti erano stati dichiarati...indispensabili!

Per concludere, si può affermare che il campo della sperimentazione animale lamenta tuttora numerose anomalie in Svizzera. Ma quella più grave, che minaccia addirittura i pazienti, è la mancanza di trasparenza.

Bisogna abolire il segreto d'ufficio, non fosse altro che in nome della sicurezza dei pazienti.

Dr Markus Deutsch
Comitato dell'Associazione Arztinnen und Arzte für Tierschutz in der Medizin

Il testo originale è stato redatto in tedesco.

Traduzione in italiano : LSCV.



Postfach 2011, CH 8032 Zürich

T 044 380 08 31 • F 044 422 80 10

vorstand@aerzefuertierschutz.ch • www.aerzefuertierschutz.ch

Nota:

(1) Anatomical Changes in Human Motor Cortex and Motor Pathways following Complete Thoracic Spinal Cord Injury' (Cerebral Cortex' Gennaio 2009;19:224—232)

(2) Negli ultimi dieci anni, il Prof. Rouiller ha ottenuto Fr. 3,5 milioni dall'FNS. Il suo ultimo progetto (n° 310030-110005) „Recovery of motor control after cortical lesion and polysensory-motor integration in the primate“ ha ottenuto Fr. 1'055'000.— dall'FNS per il periodo 2005 - 2010



Il Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica (FNS)

Senza soldi, nessuna sperimentazione animale è possibile

Diversamente delle ditte farmaceutiche che dispongono di cospicui mezzi per svolgere ricerche, i numerosissimi scienziati che operano nel settore pubblico corrono dietro ai sussidi concessi da enti pubblici, fondazioni private ed altre fonti di finanziamento.

Per incoraggiare la ricerca, il Consiglio federale attribuisce ogni anno CHF 500 milioni all' FNS con il mandato di sostenere progetti scientifici. Circa 7000 scienziati ottengono ogni anno dall'FNS il finanziamento integrale o parziale delle loro ricerche, che coinvolgono la maggior parte dei campi di ricerca tra medicina, filosofia, scienze umane, biologia, ecc. L'FNS valuta la qualità scientifica dei progetti che gli vengono sottoposti ed attribuisce i sussidi nella più totale indipendenza dai poteri pubblici, motivo per cui è stato istituito nel 1952 sotto forma di fondazione di diritto privato.



Funzionamento dell'FNS

Il Consiglio di fondazione è l'organo supremo dell'FNS. Raggruppa rappresentanti degli ambienti scientifici ed economici della Confederazione e dei cantoni.

Il Consiglio nazionale della ricerca è l'organo « esperto » dell'FNS. È composto da un centinaio di scienziati che operano per lo più nelle alte scuole svizzere. Sono soprattutto questi esperti a decidere quali progetti sostenere nonchè l'importanza dei finanziamenti.

Il Consiglio nazionale è strutturato in 4 divisioni :

Divisione 1 « Scienze umane e sociali »

Divisione 2 « Matematica, scienze naturali ed ingegneristiche »

Divisione 3 « Biologia e medicina »

Divisione 4 « Ricerca orientata »

La divisione 3 « Biologia e medicina » è composta da una trentina di membri, chiamati a valutare la maggior parte dei progetti di sperimentazioni animali. I sussidi sono concessi per una durata compresa tra uno e tre anni.



Il Prof. Eric Rouiller ed il genetista Denis Duboule (la testa nelle nuvole solo per la foto) sono membri della divisione 3 del Fondo nazionale... Sorprendente, no?

► Università di Ginevra - Lezione inaugurale « In vitro veritas: un sistema immunitario in una provetta » di giovedì 5 marzo alle ore 12.30, Centro medico universitario

Successo per l'inaugurazione della cattedra di insegnamento dei metodi alternativi



Davanti all'affluenza del pubblico, la sala inizialmente prevista si è rivelata troppo esigua, sicché si sono dovute spostare le persone presenti in un auditorio più grande. Chi avrebbe mai potuto immaginare che oltre 250 scienziati e studenti di questa università avrebbero assistito entusiasti a questa inaugurazione?

Ricordiamo che quando nell'aprile 2006 la Lega aveva lanciato la sua iniziativa cantonale « Per lo sviluppo dei metodi alternativi e contro gli abusi della sperimentazione animale nell'Università di Ginevra », la reazione di quest'ultima era stata molto viva. Certi docenti si erano persino lasciati andare a beffarde dichiarazioni sui giornali, come per esempio il genetista Denis Duboule che, su un quotidiano romando, dichiarava in modo perentorio a proposito dei metodi alternativi « non si può fare ricerca su orsacchiotti in peluche » (!)

Che sorpresa, tre anni dopo, sentire il Decano della Facoltà di Medicina, il Professor Carpentier, dichiarare, nel suo discorso introduttivo, che è giunto il momento di « cambiare le mentalità » negli ambienti scientifici e di « intraprendere chiaramente una nuova strada ».

Discorso di convenienza o vera sincerità? Il fatto che questo Decano abbia meticolosamente letto il suo discorso davanti all'uditore, tra cui erano presenti alcuni scienziati stupefatti, lascia sperare in una reale volontà di impegnarsi su questa via « nuova ». Comunque sia, la presenza di numerosi studenti era molto incoraggiante ed il loro entusiasmo sincero.

Tuttavia tutto resta ancora da fare per ottenere che questo insegnamento sia riconosciuto dal corpo professorale. Anzi, perchè questa cattedra suscita vocazioni in altre università che consentiranno ai futuri scienziati di accedere a nuovi metodi di ricerca che non siano le consuete dissezioni di animali, oggi praticamente obbligatorie se si vuole intraprendere una carriera nella ricerca medica.

Il Comitato di redazione

Una sintesi di questa lezione inaugurale è visibile a partire dalla home page del nostro sito Internet, rubrica « News », o direttamente su youtube all'indirizzo: <http://www.youtube.com/watch?v=lWSDuSv3dgw>

Tratto dal discorso introduttivo del Professor Carpentier, Decano della Facoltà di Medicina dell'Università di Ginevra

« Questa cattedra è molto valida per diversi motivi »

« (...) Questa cattedra è una pietra miliare nell'evoluzione delle mentalità e nella pratica in seno al mondo delle scienze in Svizzera, tantissimamente dell'insegnamento che della ricerca. Grazie a questa cattedra Doerenkamp-Naef-Zbinden, la nostra facoltà si dota dei mezzi necessari per concretizzare una visione ed impegnarsi

chiaramente su questa nuova via.

La sola risposta possibile per ridurre, anzi sostituire la sperimentazione animale nell'ambito della ricerca e della pratica medica, consiste nello sviluppare alternative più efficaci, spesso meno costose, e che per di più conciliano efficacia ed etica. Tutto questo esige anche cambiamenti di mentalità. Questi cambiamenti devono

poggiare su una pratica nuova, su insegnamenti innovativi che la cattedra Doerenkamp-Naef-Zbinden ci permetterà di sviluppare. Infatti questa cattedra non è destinata soltanto a sviluppare nuove impostazioni tecnologiche, ma soprattutto a cambiare le mentalità, grazie ad un insegnamento appropriato, e ad un lavoro e un'informazione incessanti (...) ».



« Oggi, la problematica non è tanto chiedersi se si debba o meno vietare la sperimentazione animale, bensì immaginare le possibili alternative a queste pratiche » dichiarava il Professor Cosson, titolare di questa cattedra di insegnamento. « I modelli di studio di vertebrati rimangono privilegiati per portare avanti nuove ricerche. Si tratta pertanto di sviluppare strumenti per la ricerca fondamentale che non utilizzino animali ma che siano altrettanto efficaci anzi migliori quando è possibile. »

► Nuove ordinanze dell'Ufficio Federale di Veterinaria - Censimento delle sperimentazioni animali per una banca dati on-line e controllo della produzione di animali transgenici

Nella buona e nella cattiva sorte

Come autorizzato dalla nuova legislazione in materia di protezione degli animali (entrata in vigore nel settembre 2008), l'Ufficio Federale di Veterinaria ha avviato i lavori di predisposizione delle ordinanze amministrative che gli consentiranno di sviluppare certe disposizioni già esistenti, ed in futuro, di adattare la legislazione in funzione delle nuove conoscenze acquisite. È in questo contesto che tali ordinanze sono state messe in consultazione presso gli ambienti interessati (scientifici, amministrativi e di protezione degli animali) dal 12 febbraio al 14 aprile 2009.

La prima ordinanza riguarda «la detenzione di animali da laboratorio, la produzione di animali geneticamente modificati ed i metodi utilizzati nella sperimentazione animale».

Il testo è piuttosto ambizioso, anche se qualche ulteriore disposizione consentirebbe di migliorare ulteriormente la condizione degli animali. Tuttavia, poiché finora non vigeva nessuna disposizione chiara atta a limitare la «produzione» di animali transgenici, malgrado le enormi sofferenze eventualmente cagionate dalle modificazioni genetiche indotte, si tratta incontestabilmente di un reale miglioramento rispetto al passato.

Concretamente: non sappiamo ancora nulla su come i cantoni potranno applicare queste disposizioni, ma un'amministrazione un po' motivata dal proprio ruolo di autorità cantonale, oppure un rappresentante della protezione degli animali in seno ad una commissione cantonale realmente desideroso di promuovere la protezione degli animali, potrà avvalersi di un testo abbastanza ben concepito per mettere un po' d'ordine negli stabulari del suo cantone.

La situazione è decisamente meno rosea per quanto riguarda la seconda ordinanza « il sistema d'informazione elettronico per la gestione degli esperimenti sugli animali (OGEA) ».

Quando l'UFV offre l'immagine di un'amministrazione federale polverosa ed opaca, purtroppo non c'è da aspettarsi nulla di buono. Ciò che è confermato da questa ordinanza.

Già alla semplice lettura delle note esplicative

del progetto ci si doveva preparare al peggio. Effettivamente, tutto è stato blindato per garantire che il minimo indispensabile di informazioni possa fuoriuscire da questa banca dati. Allorchè la centralizzazione delle informazioni sugli esperimenti effettuati in Svizzera potrebbe essere una formidabile fonte di informazioni ad esempio per le autorità cantonali incaricate di controllare la pertinenza scientifica di un esperimento prima di autorizzarlo, non le verrà concesso alcun accesso! Non solo i cantoni avranno unicamente il diritto di acquisire dati ma per di più l'UFV gli fatturerà tale acquisizione allorchè finora erano a suo carico!

Emerge peraltro chiaramente che i cantoni non sono stati consultati durante l'allestimento di questo progetto. Quando si pensa che le vie amministrative «normali» necessitano diverse settimane per ottenere la convalida – da parte dei diversi servizi consultati – di una presa di posizione cantonale, il periodo di consultazione estremamente breve di soli due mesi concesso dall'UFV induce a pensare che di fatto sperava una partecipazione minima dei cantoni! D'altronde questi ultimi sono minorizzati in seno al «Consiglio strategico» che l'UFV intende allestire e che sarebbe incaricato di «consigliare l'UFV» relativamente allo sviluppo di questa banca dati. L'UFV si è invece dal canto suo dotato di una rappresentanza maggioritaria attribuendosi 3 seggi, tra cui la Presidenza, sui sei disponibili!

Di fronte all'assurdità di questo progetto, la maggior parte degli organi di protezione degli animali consultati hanno vivamente criticato l'UFV per il contenuto di questa ordinanza. Sono stati peraltro diffusi comunicati stampa intesi a far conoscere le nostre rivendicazioni. Non sapremo prima di molti mesi se queste avranno dato i frutti sperati ma è probabile che l'UFV tenga la testa sotto la sabbia e cerchi di mantenere il progetto quale è attualmente. Ma non avrà l'ultima parola. Il diritto federale difende una maggiore trasparenza sulle sperimentazioni animali, e porteremo avanti le nostre rivendicazioni fino a quando otterremo soddisfazione.

Il Comitato di redazione

Che cosa può ancora oggi giustificare questa mancanza di trasparenza, in particolare per quanto riguarda gli esperimenti svolti nei laboratori pubblici?

Nella sua presa di posizione comunicata all'UFV, la Lega ha richiamato in particolare:

Le sperimentazioni animali che si svolgono negli istituti pubblici (Università, Politecnici, ecc.) possono essere già in parte conosciute avviando una ricerca mirata :

1) Attualmente si possono trovare informazioni molto esaustive sulle sperimentazioni animali svolte negli istituti pubblici. I motori di ricerca interni dei siti Internet delle Università consentono di sapere in poco tempo chi fa cosa e dove. La maggior parte dei comunicati stampa di questi stessi istituti sono ancora più esplicativi quanto alla metodologia posta in opera, il numero e le specie animali utilizzate.

2) Il sito Internet dell'FNS – che finanzia, stando alle statistiche, circa metà degli esperimenti sugli animali effettuati annualmente negli istituti pubblici – pubblica, dall'entrata in vigore della LTRANS nel 2006, informazioni abbastanza complete su ogni richiedente, che spaziano dai finanziamenti concessi alla pubblicazione di abstract sugli esperimenti in corso.

3) Anche senza usufruire di un accesso costoso alle diverse biblioteche on-line, la consultazione di siti Internet quali Medline consente di procurarsi un gran numero di informazioni sugli esperimenti effettuati dai numerosi gruppi di ricerca operativi nei nostri atenei.

Pertanto, limitare l'accesso a certe informazioni su queste sperimentazioni animali non è affatto giustificato :

4) Gli esperimenti effettuati negli istituti pubblici sono nella maggior parte dei casi progetti di ricerca fondamentale il cui obiettivo principale è la pubblicazione dei risultati.

5) Per ottenere il finanziamento dei loro esperimenti, i ricercatori sono già oggi costretti a trasmettere informazioni complete ai loro colleghi relativamente a tali esperimenti. Ci limitiamo a citare l'FNS che trasmette tutte le nuove richieste alla trentina di scienziati che compongono la Divisione 3, scienziati che per lo più sono a capo di gruppi di ricerca nelle principali università del nostro paese. L'FNS consulta anche esperti internazionali per valutare l'interesse scientifico delle richieste che gli vengono presentate.

6) Il finanziamento di questi esperimenti è possibile solo grazie all'apporto di denaro pubblico. Ogni cittadino ha diritto di sapere quali esperimenti sono effettuati sugli animali con il finanziamento proveniente dai contributi pubblici, ciò che risponde anche agli obiettivi della LTRANS.

Consentire l'accesso a certe informazioni su queste sperimentazioni animali è conforme anche alle legislazioni sulla protezione degli animali, segnatamente all'art.17 (LPDA) che richiama il principio del carattere indispensabile di un'esperienza.

7) Diversi gruppi di ricerca possono svolgere gli stessi esperimenti in cantoni diversi senza saperlo. È nè più nè meno che uno spreco di animali.

8) Gruppi di ricerca possono svolgere gli stessi esperimenti utilizzando animali diversi. Ancora una volta, è uno spreco di animali.Tra il 2006 ed il 2007, si è proceduto ad un raffronto delle pubblicazioni dei gruppi di ricerca che hanno effettuato esperimenti paragonabili. In molti casi gli esperimenti svolti in certi cantoni coinvolgevano un numero inferiore di animali. Ciò ha dimostrato:

- a) che non vi è uniformizzazione tra le prassi cantonali ;
- b) che i ricercatori stessi ignoravano che questi esperimenti potevano essere svolti utilizzando meno animali ;
- c) che l'UFV, che eppure ha una veduta globale sulla pratica sperimentale svolta dai cantoni, non emette alcuna direttiva, non interviene presso i cantoni per accertarsi che utilizzano il minor numero richiesto di animali (art.137 OPAn).

9) I « Principi di etica e direttive per la sperimentazione animale », emanate dall'Accademia Svizzera delle Scienze Mediche (ASSM) e l'Accademia Svizzera delle Scienze Naturali (SCNAT), si rivolgono agli scienziati che lavorano in Svizzera.

Si rifanno in particolare all'art.5.3 : «*Per evitare gli esperimenti sugli animali, gli scienziati hanno il dovere di incoraggiare lo scambio di informazioni sui risultati degli esperimenti*» ; all'art. 5.5 : «*Gli scienziati garan-*

tiscono la massima trasparenza dell'informazione sulla sperimentazione animale e sono disposti (...) a concedere a coloro che vi si interessano, un potere di controllo sui loro esperimenti nonché sulle modalità di detenzione degli animali».

Attualmente, nessuna misura consente di concretizzare lo scambio di informazioni voluto da questi principi e direttive.

Per esempio, dopo aver ottenuto il finanziamento e l'autorizzazione di procedere ad esperimenti sugli animali, questo gruppo di ricerca di una facoltà di medicina interrompeva gli esperimenti ed annunciava : « *Il progetto di ricerca si impegnava su un modello murino descritto in un'eccellente rivista scientifica. Con nostra grande sorpresa, non siamo riusciti, in due serie di esperimenti, a riprodurre questo modello. Peraltro siamo venuti a sapere che ricercatori americani non erano riusciti a riprodurre i risultati pubblicati. Ciò non significa che abbandoniamo il progetto ma abbiamo modificato la priorità delle nostre ricerche. Ci auguriamo che queste precisazioni potranno spiegare meglio la situazione che vi ha sorpresi e che tutto sommato condividiamo, poichè non è possibile, o difficilmente, riprodurre lavori pubblicati in una rivista che segue una politica editoriale rigida.* »

Il fatto è che nè il gruppo di ricerca nè l'Università svizzera in cui sono stati realizzati questi esperimenti hanno comunicato alla comunità scientifica l'impossibilità di riprodurre il modello descritto. Non si può pertanto escludere oggi che un altro gruppo di ricerca utilizzi inutilmente animali per gli stessi esperimenti.

In sintesi, l'accesso a tutti i dati relativi alle sperimentazioni animali dovrebbe comunque essere reso possibile ai cantoni ed alle commissioni cantonali, segnatamente per i motivi illustrati ai punti 7,8 e 9.

L'accesso ai dati relativi ai progetti posti in opera negli istituti pubblici nonché gli esperimenti volti a valutare la tossicità o gli effetti secondari di una sostanza o di un farmaco dovrebbero essere liberamente accessibili al pubblico per i motivi già citati.

Maggiore trasparenza quanto agli esperimenti sugli animali nei laboratori in Svizzera

Nelle prese di posizione trasmesse all'Ufficio Federale di Veterinaria (UFV) relativamente alla messa in consultazione fino al 14 aprile 2009 dell' ordinanza relativa al sistema d'informazione elettronico per la gestione degli esperimenti sugli animali (OGEA)(1), le organizzazioni **Animalfree Research, Arztinnen und Arzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Lega svizzera contro la vivisezione, Stiftung für das Tier im Recht e la Zürcher Tierschutz**, esigono maggiore trasparenza quanto agli esperimenti svolti nei laboratori svizzeri.

Maggiore trasparenza per le autorità e le commissioni cantonali

Allorchè l'UFV prevede l'acquisizione informatica su un sistema di informazione elettronico centralizzato di tutte le procedure sperimentali, l'autorità federale non prevede alcuna possibilità di scambio di informazioni tra i cantoni. Eppure sarebbe primordiale che le autorità cantonali potessero condividere le rispettive competenze ed avere una veduta d'insieme sugli esperimenti in corso nel nostro paese.

Maggiore trasparenza riguardo agli esperimenti svolti nei laboratori pubblici

Questi esperimenti, svolti principalmente nelle università e nei politecnici federali, rappresentano circa un terzo degli esperimenti effettuati annualmente in Svizzera. Non è accettabile che progetti che non sfociano direttamente su applicazioni cliniche e che non giustificano una severa tutela dei dati scientifici, si svolgano tuttora nei nostri laboratori nella più perfetta opacità. Eppure la legge federale sulla trasparenza nell'amministrazione (LTRANS) e la maggior parte delle leggi cantonali in materia, consentono una maggiore trasparenza per quanto riguarda questi esperimenti. Essendo questi ultimi svolti principalmente con fondi pubblici, i contribuenti del nostro paese hanno il diritto di sapere quali esperimenti sono svolti con i loro contributi e devono potersi accertare che tali esperimenti sono scientificamente giustificati, in particolare per quanto riguarda le sofferenze e le lesioni inflitte agli animali.

Il comunicato stampa può essere consultato sul sito Internet della Lega all'indirizzo: www.lscv.ch/news/verti-v.html

(1) Il progetto di ordinanza in breve :

- L'ordinanza mira a disciplinare l'utilizzazione di un sistema di informazione elettronico di gestione degli esperimenti sugli animali.
- Tale sistema servirà in particolare all'elaborazione dei dati necessari alla Confederazione, ai cantoni, agli istituti e laboratori per la gestione delle autorizzazioni di procedere ad esperimenti sugli animali o gestire un centro di custodia di animali da laboratorio (art.2).
- L'Ufficio Federale di Veterinaria (UFV) sarà responsabile dell'elaborazione e della gestione del sistema di informazione elettronico (art.3).
- Il sistema di informazione elettronico conterrà i dati raccolti dai cantoni. Si tratterà delle domande di sperimentazioni animali, dei rapporti ed eventuali domande poste e delle risposte fornite nell'ambito della procedura di autorizzazione e vigilanza degli esperimenti su animali e degli stabulari (art.9).
- Accesso on-line ad altri dati (art.12) :
 - a) I ricercatori avranno accesso ai dati da loro stessi inseriti nonché a quelli che saranno stati loro comunicati dall'autorità cantonale.
 - b) I collaboratori delle autorità cantonali avranno accesso on-line ai dati che avranno loro stessi inseriti nonché ai dati raccolti dalla rispettiva unità amministrativa.
 - c) I membri della commissione cantonale della sperimentazione animale avranno accesso on-line ai dati che avranno loro stessi inseriti nonché ai dati elaborati dalla loro commissione.

Visita ad un mattatoio

Vi verrebbe mai in mente, un bel pomeriggio d'estate, di pagare per visitare un mattatoio ed osservare in che modo i macellai si accaniscono sui tori prima di ammazzarli?

È poco probabile. Eppure, migliaia di turisti in vacanza in paesi come Spagna, Portogallo o sud della Francia partecipano a queste carneficine di tori chiamate «corrida». Allorchè la maggior parte dei consumatori di carne non ne vogliono nemmeno sapere di come l'animale che mangiano è stato ammazzato, queste stesse persone partecipano nel tripudio delle arene a questo spettacolo cruento. Perchè questo incredibile paradosso ?

« Nulla di più facile da fabbricare che questa «bellezza»: Incollate su un uomo un costume di strass e paillette, pian-tatelo in pieno sole nel bel mezzo di una distesa di sabbia bianca, circondatelo di accoliti a piedi ed a cavallo, e tutti, uomini e cavalli sommersi di nastri, fiocchi, passamanerie ed altri fronzoli dai colori sgargianti, aggiungete una fan-fara che suona «Carmen» e renderete «bello» un concorso di divoratori di salsicce, l'estrazione di un dente... » (Cavanna)

Ogni turista che paga l'entrata in un'arena anche solo una volta, si rende colpevole del persistere di questi massacri di animali perchè senza i soldi dei turisti, le arene non sarebbero redditizie.

Esortiamo pertanto tutti i nostri lettori a boicottare le arene e tutti i negozi che in un modo o in un altro fanno l'apologia delle corrida.

Susanne Wachtl



Verbale dell'Assemblea generale 2009 della Lega Svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale, del 28 marzo 2009 a Thônex, Ginevra

Apertura della seduta alle ore 14.

Membri del Comitato presenti: Sylvie BENOÎT, Luc FOURNIER (Vice-président), Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Maxime MORET (Président), Egon NAEF, Ruth PERDRIZAT, Suzanne WACHTL, Marina ZUMKELLER (Trésorière).

Membri del Comitato assenti e scusati: Emmanuel BROILLET, Ruth MULLER.

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima Assemblea generale
2. Rapporto 2008 del Presidente
3. Rapporto 2008 della Tesoriera e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto sui due precedenti rapporti
5. Elezione di due verificatori ai conti
6. Ammissioni/Dimissioni
7. Varie

Apertura dell'Assemblea generale

Il Presidente apre la seduta e ringrazia i Soci presenti. Annuncia che questa Assemblea è legalmente costituita, conformemente all'articolo 60 del codice civile ed agli statuti della Lega. Non avendo il Comitato ricevuto alcuna proposta scritta, l'Assemblea può svolgersi secondo l'ordine del giorno previsto.

1. Lettura del verbale dell'ultima Assemblea generale

Poichè i Soci presenti lo hanno letto sul nostro giornale di luglio 2008, esonerano il Presidente dalla lettura e lo approvano.

2. Rapporto 2007 del Presidente

Il Presidente apporta qualche complemento di informazione al rapporto di attività pubblicato sul giornale di marzo 2009 :

La Legge sulla protezione degli animali e la nuova Ordinanza sono entrate in vigore il 1° settembre 2008. Malgrado alcuni miglioramenti per gli animali, molto resta ancora da fare. Relativamente alla sperimentazione animale, alcune ordinanze che dovrebbero definire meglio certi articoli della legge sono attualmente in consultazione. La Lega vi lavora insieme ad altri organismi di protezione degli animali per dar voce alle nostre rivendicazioni.

Le nostre campagne stampa e affissione

in Svizzera si sono svolte con successo ed abbiamo ricevuto riscontri positivi. Parallelamente alla nostra campagna contro la pelliccia, la Lega, che usufruisce di tariffe preferenziali su certi giornali e riviste, ha anche pubblicato inserzioni full-page per sostenere lo sviluppo di nuovi metodi alternativi o per l'utilizzazione di cosmetici non testati sugli animali.

La giornata di azione ed informazione « ZUGETIVE » contro la sperimentazione animale, svoltasi a Berna in collaborazione con l'AGSTG e l'ATRA, ha avuto un impatto positivo presso il pubblico. È probabile che diventi una manifestazione annua itinerante attraverso la Svizzera. È già stata fissata una data per la seconda edizione di ZUGETIVE, che si svolgerà a Friborgo il 19 settembre 2009. Nel 2010, ZUGETIVE si svolgerà probabilmente a Basilea. Infine il Presidente ringrazia più particolarmente Egon Naef per il lavoro che ha svolto finora e che ha consentito la creazione di una cattedra di insegnamento dei metodi alternativi all'Università di Ginevra.

Il rapporto del Presidente è messo ai voti: Sì! all'unanimità.

3. Rapporto della Tesoriera e dei Revisori dei conti, e

4. Discussione e voto dei due rapporti precedenti

Marina Zumkeller legge il suo rapporto aggiungendo che la ditta commercialista che controlla e finalizza la contabilità della Lega, l'ha fatto per l'ultima volta quest'anno in quanto cessa le attività. Ringrazia François Cochet, direttore della MEF, per il lavoro svolto durante tutti questi anni.

Per quanto riguarda i conti, precisa che rimane da recuperare il 35% di tasse sugli interessi.

La Lega deve utilizzare 2 BVR con numeri di conto diversi ma che accreditano la stessa cassa. L'invio delle cartoline di auguri riscuote sempre grande successo e garantisce introiti cospicui e regolari

Lega svizzera contro la vivisezione

per la Lega, la quale registra in media un centinaio di nuovi soci ogni mese.

Per concludere, fa presente che dopo parecchi anni eccedentari, la Lega conclude l'esercizio con un deficit di 65'000.- CHF dovuto ai numerosi progetti in cui la Lega si è coinvolta. Cita il finanziamento di diversi progetti scientifici volti a sopprimere l'utilizzazione di animali nella ricerca, l'aiuto ai rifugi e le azioni di castrazione e sterilizzazione di gatti randagi, la campagna pubblicitaria, il sostegno alla creazione della cattedra di insegnamento dei metodi alternativi, ecc.

Non essendovi domande su questi due rapporti (vedi Rapporto 2008 della Tesoriera e Rapporto 2008 dei Revisori dei conti), il Presidente propone di votare la loro approvazione: SI' all'unanimità.

5. Elezione di due revisori dei conti

Anne Perzoff e Laurianne Nicoulin hanno riproposto la propria candidatura. Voto: SI' all'unanimità.

6. Ammissioni/Dimissioni

Il Presidente comunica che Claudine Wehrli ha presentato le dimissioni dal Comitato alla fine dell'anno. Esorta tutti i soci che desiderano far parte del Comitato a comunicarlo all'ufficio della Lega.

7. Varie

Il Presidente dà la parola all'assemblea:

Marina Zumkeller chiede per quale motivo Maja Schmid, che è segretaria della Lega, non è de facto anche membro del Comitato?

Il Presidente risponde che Maja svolge già un lavoro importante per la Lega senza contare le ore. Per quanto ne sa, Maja non ha mai espresso l'auspicio di far parte per di più del Comitato, ciò che l'interessata conferma. Il Presidente precisa inoltre che i Soci che desiderano far parte del Comitato devono avere la disponibilità necessaria per partecipare alle azioni della Lega. Coglie inoltre l'occasione per ringraziare Michèle Loisel che partecipa alla concezione editoriale del giornale e sottolinea che si tratta di un lavoro di collaborazione con l'ufficio, che funziona perfettamente da diversi anni.

Un socio chiede se riceviamo gli opuscoli del Dott. Anderegg. La risposta è che ogni azione contro la vivisezione deve essere accolta positivamente ma che da diversi anni la Lega ha interrotto ogni comunicazione con lui perché dedica molto tempo a denigrare gli altri organismi di protezione degli animali, ciò che è deplorevole. La lega collabora con tutte le associazioni che il Dott. Anderegg ha iscritto sulla sua «lista nera» di organismi di protezione degli animali che accusa, sul suo sito Internet, di « promuovere e/o finanziare «metodi alternativi» equivalenti agli esperimenti sugli animali ». Tra i 12 organismi citati appaiono ben inteso la Lega, ma anche l'ATRA, la PSA, la SVPA, il VETO, lo Zürcher Tierschutz, Animalfree Research, il Tierschutzbund, la Fondazione per l'animale in diritto ed i Medici per la protezione degli animali in medicina !

Non essendovi altri interventi ed avendo trattato tutti i punti dell'ordine del giorno, il Presidente dichiara chiusa la seduta ed invita i partecipanti ad un piccolo rinfresco amichevole.

Rapporto 2008 della Tesoriera

Signore e Signori,

Il nostro ultimo giornale No 23 di marzo 2009 vi ha ampiamente informati quanto alle nostre azioni nel corso del 2008. Pertanto non riteniamo utile ripeterci. Per coloro che non l'avessero letto, diversi esemplari sono a vostra disposizione all'entrata della sala.

Ancora una volta teniamo a ringraziare la ditta commercialista MEF per il buon lavoro svolto. Ringraziamo inoltre Anne Perzoff e Laurianne Nicoulin che hanno a titolo gratuito verificato le pezze contabili del 2008 della Lega e che hanno approvato i nostri conti in data 28 marzo 2009.

Questo anno 2008, malgrado il fedele sostegno dei nostri Soci e Donatori, si conclude con un deficit di CHF. 65,798.61. Ma come illustrato nel nostro giornale già citato, l'aiuto alla creazione di una cattedra all'Università di Ginevra per l'insegnamento dei metodi alternativi, giustifica in gran parte le nostre spese. Altre azioni continuano ad essere portate avanti per raggiungere il nostro obiettivo finale...la fine definitiva di quest'orribile cosa che si chiama vivisezione ! Continuiamo inoltre la nostra lotta contro la pelliccia, avete sicuramente visto i nostri manifesti!

Proseguono inoltre gli aiuti alla sterilizzazione dei gatti randagi ed ai Rifugi svizzeri in difficoltà poiché i problemi di abbandono e maltrattamenti persistono. Siate certi dunque che utilizziamo i vostri doni nel miglior modo possibile.

I bollettini di versamento sono sempre più indecifrabili: indirizzi incompleti, importi praticamente cancellati, calligrafie illeggibili! Perdiamo molto tempo, e dunque molto denaro, per fare le ricerche necessarie per poter iscrivere i vostri versamenti nella nostra contabilità e sulle vostre tessere di Soci. Vi saremmo grati se poteste fare uno sforzo per facilitarci il lavoro.

A nome dei nostri amici Animali, vi esprimiamo tutta la nostra gratitudine e vi diciamo un grande GRAZIE !

Fatto a Ginevra, li 28 marzo 2009

Marina Zumkeller, Tesoriera

Rapporto dei Revisori dei conti 2008

Signore e Signori,

In esecuzione del mandato che ci è stato conferito, abbiamo proceduto alla verifica del BILANCIO e del CONTO PROFITTI E PERDITE al 31 dicembre 2008.

Abbiamo inoltre proceduto alla verifica della contabilità della LEGA SVIZZERA CONTRO LA VIVISEZIONE e per i Diritti dell'Animale, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 THÔNEX, controllando le numerosissime pezze giustificative. Abbiamo constatato la loro concordanza con i libri contabili, tenuti con esattezza.

In conclusione della nostra verifica, vi raccomandiamo di approvare i conti presentati che si saldano, per l'esercizio 2008, con un disavanzo di CHF 65'798.61.

I revisori dei conti

Anne PERZOFF, Laurianne NICOULIN

Thônex, 28 marzo 2009



Shop

Tee shirt

T-shirt CLIQUE FASHION-T • Poids/Gewicht/Peso: 160 g/m²
• Qualité/Qualität/Qualità: 100% coton/Baumwolle/cotone

Homme - Herren

S - M - L

Femme - Damen

S - M - L



Tee shirt blanc/Weiss/Bianco

Fr 22.--

Autocollant - Aufkleber - Autoadesivo

Gratuit

Gratis

Gratis



Seuls des Monstres (...)

Nur Monster (...)

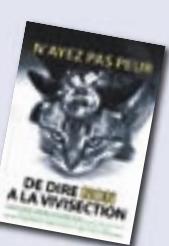
Solo dei Mostri (...)



Pelz ist schmerz



No alla peliccia



Vivisection NON



Non à la fourrure

Tierversuche NEIN



Vivisezione NO

	Homme - Herren			Femme - Damen		
	S	M	L	S/36	M/38	L/40
Nº 1 (Fr 22.-) Blanc/Weiss/Bianco						
Nº 2 (Fr 22.-) Blanc/Weiss/Bianco						
Nº 3 (Fr 24.-) Français Noir/Schwarz/Nero						
Nº 4 (Fr 24.-) Français Noir/Schwarz/Nero						
Nº 5 (Fr 24.-) Deutsch Noir/Schwarz/Nero						

	Unisex	
	M	L
(Fr 12.-) Blanc/Weiss/Bianco		



Commande à / Bestellung bei / Ordinate a : **LSCV** - CP 148 - 1226 Thônex

Nom / Name / Nome

Prénom / Vorname / Cognome

Adresse / Indirizzo

Téléphone / Telefon / Telefono

e-mail